

Un Groupe solide, déterminé à soutenir toute l'économie

DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES GCA ET CREDIT AGRICOLE S.A. 2020

Résultats très solides; provisionnement prudent des encours sains; haut niveau de capital

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	33 596 m€ +0,9% 12M/12M	34 035 m€ +0,7% 12M/12M	20 500 m€ +1,7% 12M/12M	20 764 m€ +2,1% 12M/12M
Charges	21 266 m€ -0,6% 12M/12M	21 169 m€ -0,9% 12M/12M	12 452 m€ +0,3% 12M/12M	12 366 m€ -0,3% 12M/12M
Résultat Brut d'Exploitation	11 768 m€ +2,5% 12M/12M	12 304 m€ +2,6% 12M/12M	7 609 m€ +2,9% 12M/12M	7 959 m€ +4,8% 12M/12M
Coût du risque	3 651 m€ x2,1 12M/12M	3 651 m€ x2,1 12M/12M ¹	2 606 m€ X2,1 12M/12M	2 606 m€ X2,1 12M/12M ²
RNPG	4 689 m€ -34,9% 12M/12M	6 129 m€ -14,8% 12M/12M	2 692 m€ -44,4% 12M/12M	3 849 m€ -16,0% 12M/12M
Coefficient d'exploitation (hors FRU)	63,3% -0,9 pp 12M/12M	62,2% -1,0 pp 12M/12M	60,7% -0,9 pp 12M/12M	59,6% -1,4 pp 12M/12M

DONNÉES SOUS-JACENTES Crédit Agricole SA T4 2020

Résultat brut d'exploitation: +7,8% T4/T4 à 2 090 m€ ; coût du risque : x1,5 T4/T4 à -500 m€

Résultat net part du Groupe: -26,0% T4/T4 à 975 m€ ;

Coefficient d'exploitation (hors FRU) : 60,5% (-2,0 pp T4/T4)

Politique de dividende adaptée aux circonstances exceptionnelles

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
CET1 phasé	17,2% +0,2 pp T4/T3 +8,3 pp au-dessus du SREP	13,1% +0,5 pp T4/T3 + 5,2 pp au-dessus du SREP
	438 Mds€ de liquidité fin déc. 20	Dividende : 0,80€ / action avec option de paiement en action 100% du Switch débloqué en 2022
		ROTE sous-jacent 9,3%

Rebond de l'activité post-confinements ; activité globalement dynamique sur l'année, témoignant de la force du modèle de relation globale

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
Banque de prox France : encours de crédit : +5,0% hors PGE +1 500 000 clients banque de détail en 2020	Gestion d'épargne et assurances : collecte nette dynamique BFI : positions de leader confortées

¹ 93% de la hausse du coût du risque de Groupe Crédit Agricole liée aux encours sains.

² 77% de la hausse du coût du risque Crédit Agricole S.A. liée aux encours sains

FAITS MARQUANTS

- **Le Groupe se mobilise pour soutenir ses clients pendant la crise : 31,5 Mds€ PGE en France, 2,4 Mds en Italie ; 552 000 moratoires en 2020 en France. Début de normalisation (98% des pauses échues ont repris les paiements dans les Caisses régionales), mais le Groupe soutient toujours les clients en difficulté**
- **La crise confirme la pertinence du Projet de Groupe et le caractère différenciant du modèle de la relation globale**
 - **Digitalisation : hausse du taux d'utilisation des applications (+3,3 pp à 68,2% Caisses régionales et +7,1 pp à 53,4% LCL sur un an)**
 - **Satisfaction clients : IRC +7 points en banque de proximité en France, Top 25 des marques ayant prouvé leur utilité pendant le confinement**
 - **Responsabilité en proximité : 80% participation à l'IER, transformation managériale et organisationnelle**
 - **Gammes de solutions innovantes (Youzful, Blank, Up2Pay)**
- **Le Groupe accompagne les transitions sociétales et s'engage pour les territoires et le climat**
 - **Amundi : 22 Mds€ d'encours verts et sociaux en 2020**
 - **CACIB : 11 Mds€ de green loans en portefeuille et #2 mondial en green, social and sustainability bonds (28 Mds\$ arrangés) en 2020**
 - **LCL : gamme LCL impacts climat de placements verts, CAA contrat solidaire**
 - **PRI : A+ pour Amundi ; CDP : A- pour le Groupe Crédit Agricole**
- **Poursuite des initiatives de développement en Europe et en Asie, via des partenariats métiers (Asset management, Assurances, Crédit à la consommation), et en Banque de proximité Italie.**

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Face au Covid, le Crédit Agricole démontre la force de son modèle et la pertinence de son action. »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Forts de solides résultats, nous sommes déterminés à accompagner durablement toute l'économie. »

Groupe Crédit Agricole

Le Groupe se mobilise entièrement pour soutenir ses clients au travers de la crise

Mobilisation du Groupe pendant la crise

Fort de sa position de capital et de son modèle résilient, depuis le début de la crise sanitaire, le Groupe est totalement mobilisé pour soutenir ses clients à traverser la crise et pour accompagner les transitions sociétales.

Depuis la mise en place des **Prêts garantis par l'Etat** le 25 Mars 2020, le Groupe a répondu à plus de 211 000 demandes de clients professionnels et entreprises, pour un total de 31,5 milliards d'euros³, soit près de 27% de l'ensemble des PGE demandés en France. Avec un taux d'acceptation supérieur à 97%, le Groupe accompagne ainsi ses clients dans tous ses territoires par ses différents réseaux (trois-quarts dans les Caisses régionales⁴). En Italie, CA Italia a également accordé 2,4 milliards d'euros de PGE à 40 000 clients. Les encours de PGE au sein du Groupe augmentent faiblement sur le quatrième trimestre en France (+6,6% par rapport au 16 octobre 2020 pour les PGE), mais plus sensiblement en Italie (+32,7% par rapport à fin septembre 2020).

En parallèle, le Groupe continue de participer au soutien de l'économie avec la mise en place de **moratoires** sur les remboursements de crédits, notamment pour les clients entreprises et professionnels, dont l'activité est impactée par les conséquences économiques de la crise sanitaire Covid-19. Après un plus haut de plus de 552 000 pauses accordées, pour 4,2 milliards d'euros d'échéances reportées en juin 2020, au 15 janvier 2021, 95 300 pauses sont toujours actives dans les Caisses régionales et chez LCL, correspondant à 0,7 milliard d'euros d'échéances reportées (dont 70% pour les clients professionnels et entreprises et 30% aux ménages et dont 87% dans les Caisses régionales et 13% chez LCL⁵). Cela correspond à un capital restant dû de 10,7 milliards d'euros, dont 5,1 milliards sur les entreprises, professionnels et agriculteurs.

Un retour à la normale se dessine ainsi progressivement et plusieurs indicateurs témoignent d'une diminution progressive de certains risques. Ainsi, le nombre de créances en pause a diminué très sensiblement sur le dernier trimestre 2020 (-45% depuis la fin du mois de septembre et -83% par rapport à fin juin 2020). En outre, sur les marchés spécialisés (clients entreprises, professionnels et agriculteurs), dans les Caisses régionales, plus de 98% des pauses arrivées à échéance au 31 décembre 2020 ont repris les paiements, témoignant de la politique prudente du Groupe en matière de gestion des risques. Chez CACF, 98% des pauses échues ont aussi repris les paiements. Enfin, CACIB enregistre un retour des tirages de facilités de trésorerie à des niveaux pré-crise (19% en décembre 2020, au même niveau que février 2020, mais après un pic à 32% observé en mars et avril 2020) et la VaR réglementaire au 31 décembre 2020 a retrouvé un niveau bas à 9,2 millions d'euros, contre 22,2 millions d'euros au 31 mars 2020.

En parallèle de ces actions, le Groupe a mobilisé plus de 300 millions d'euros sous forme de dons solidaires en faveur de ses clients les plus fragilisés. Ainsi, en avril 2020, le Groupe fait un geste mutualiste extracontractuel, à hauteur de 239 millions d'euros à destination des assurés ayant souscrit une assurance multirisque professionnelle contre la perte d'exploitation. Par ailleurs, les différentes entités du Groupe ont procédé près de 70 millions d'euros de dons solidaires. Ainsi,

- Crédit Agricole Assurances a versé 39 millions d'euros au fonds de solidarité en faveur des très petites entreprises et indépendants des secteurs touchés ;

³ Montants de PGE demandés (Caisses régionales, LCL et CACIB) au 15/01/2021, taux d'acceptation de 97,3%.

⁴ Répartition en nombre de demandes de clients. Répartition en montants : 62% pour les Caisses régionales, 30% pour LCL et 8% pour CACIB.

⁵ En montant d'échéances reportées

- Crédit Agricole en Italie a effectué un don de 2 millions d'euros à la Croix Rouge italienne et aux hôpitaux ;
- Crédit du Maroc a participé au fonds de solidarité national COVID-19 à hauteur de 8 millions d'euros
- Collectivement, le Groupe Crédit Agricole a contribué pour 20 millions d'euros pour le financement de la protection des personnes âgées.

Malgré le retour à la normale qui se dessine progressivement, le Groupe poursuit ses actions à destination des clients les plus en difficulté, en mettant en place des facilités ciblées. Pour les clients particuliers, les garanties d'assurances sont maintenues même en cas de retard de paiement ; pour les clients professionnels, les abonnements monétiques (frais de terminaux de paiement) sont remboursés pour les clients dont l'activité est à l'arrêt ; pour le secteur de l'aéronautique, le Groupe est le seul acteur bancaire à participer à hauteur de 100 millions d'euros au fond de place Ace, dédié aux ETI et PME de la filière. Enfin, le Groupe prolonge d'un an les conditions de la première année du PGE, conformément aux dispositions publiques.

La crise confirme la pertinence du Projet de Groupe et le caractère différentiant du modèle de la relation globale

- En premier lieu, dans le cadre du Pilier Client de son Projet de Groupe, présenté en juin 2019, le Groupe a accéléré sur la digitalisation de ses offres, au service de la satisfaction de ses clients. Ainsi, le taux d'utilisation des applications du Groupe (profil actif sur les application ou connexion sur le site internet au cours du dernier mois) a fortement augmenté, enregistrant une hausse dans les deux banques des Caisses régionales et de LCL (respectivement + 3,3 points de pourcentage par rapport à fin 2019 à 68,2% et +7,1 points de pourcentage à 53,4%) ; de même, le Groupe a déployé de nouveaux outils digitaux à destination de ses clients afin de faciliter leurs activités pendant les périodes de confinement, notamment la Gamme Up2Pay (permettant le paiement à distance avec un programme fidélité digital), le Click & Collect afin d'accompagner les commerçants dans les nouveaux modes de consommation. Des services extra-bancaires innovants ont par ailleurs été mis en place à destination des jeunes et des professionnels (Youzful, Blank, Agilauto).
- Il en résulte une nette amélioration du positionnement du Groupe en matière de satisfaction des clients : le Groupe est ainsi la seule banque parmi 25 marques ayant su prouver leur utilité pendant le confinement⁶, tandis que l'indice de recommandation clients (IRC) est en hausse en 2020 par rapport à 2019, aussi bien dans les Caisses régionales que chez LCL (+7 points, à respectivement +8 et +2⁷) et chez CA Italia (+ 8 points par rapport à 2019), qui devient cette année la deuxième banque d'Italie en termes de satisfaction client.
- Ces succès ont été rendus possibles grâce à une pleine mobilisation des collaborateurs du Groupe et une relation en proximité renforcée. La forte progression du taux de participation des collaborateurs à l'enquête IER (Indice d'engagement et de recommandation) à 80% (+3 points par rapport à 2019 et +21 points par rapport à 2016) en est une bonne illustration. Le Groupe lance par ailleurs des initiatives innovantes en matière de transformation managériale, adossée à une transformation organisationnelle, pour accélérer la mise en responsabilité de nos collaborateurs, pour plus de valeur ajoutée pour les clients.

Le Groupe accompagne les transitions sociétales, en s'engageant plus que jamais pour les territoires et le climat.

Finance verte et ESG

⁶ Etude Brand Asset Valuator, octobre 2020, tous secteurs confondus, seule banque dans le Top 25.

⁷ Indice de recommandation client, source interne 2020.

Dans le cadre des piliers humains et sociétaux de son Projet de Groupe, le Groupe accompagne les transitions sociétales demandées et vécues par ses clients. Ainsi, grâce à son positionnement de leader en matière d'ESG, le Groupe, via ses différentes entités, est en mesure de proposer à ses clients l'ensemble des solutions vertes et sociales dont ils auraient besoin.

Ainsi, 100% des fonds ouverts par Amundi présentent un score ESG supérieur à leur indice de référence ; Amundi a dépassé fin 2020 ses objectifs d'encours de « solutions vertes » passant de 12,3 Mds€ à 21,9 Mds€ à fin 2020. (Objectif 2022 : 20 Mds€). Amundi s'est par ailleurs vu confier la gestion d'un fonds indiciel actions zone euro aligné sur l'Accord de Paris pour le compte de douze investisseurs institutionnels de la Place de Paris qui lancent une initiative inédite en faveur du climat. Il s'agit de la première solution d'investissement pleinement éligible au futur label européen « Paris Aligned Benchmark ». Crédit Agricole Assurances et Amundi ont lancé « Energies Vertes », le 1er fonds de transition énergétique éligible aux contrats d'assurance-vie.

CACIB a connu une très belle progression de ses encours de « green loans » passant en un an de 7,1 Mds€ à 11,7 Mds€ (objectifs 2022 : 13 milliards d'euros). CACIB est par ailleurs deuxième mondial en termes d'obligations vertes, sociales et durables (28 milliards de dollars arrangés en 2020). La République fédérale d'Allemagne a confié cette année l'émission de sa première obligation verte, d'un montant de 6,5 milliards d'euros, au groupe Crédit Agricole. Elle représente environ 10 % du volume des obligations souveraines vertes en circulation et servira à financer la stratégie climat et environnementale de l'Allemagne. Crédit Agricole CIB est intervenu comme teneur de livre associé dans cette transaction historique et a également agi comme conseil exclusif de l'Allemagne pour la structuration de son programme de Green Bonds publié en août 2020.

De son côté, LCL a déployé une gamme de placements verts, LCL Impact climat.

Enfin, le Groupe a dépassé son objectif de moyen terme en matière d'encours green social ou sustainable dans les portefeuilles de liquidité, avec 9,3 Mds€ en portefeuille à fin 2020.

Ces efforts ont été récompensés, le Groupe a en effet reçu deux évaluations positives par les agences en 2020 : l'agence internationale de référence sur le climat, *Carbon disclosure project* (CDP) a relevé la note du Groupe de C à A- ; et l'évaluation annuelle des Principes pour l'investissement responsable (PRI) a conduit à l'attribution de la note maximale de A+ à Amundi pour sa stratégie et sa gestion ESG.

Comme il s'y était engagé lors du lancement du Plan à Moyen Terme en juin 2019, le Groupe a mis en place une gouvernance globale pour animer sa performance extra-financière. Elle se trouve renforcée par un comité scientifique composé d'experts de haut niveau. Une plateforme de pilotage de la performance ESG a été développée en 2020. Unique en son genre, elle permet de collecter des données extra-financières externes et internes afin de calculer les principaux indices d'impacts sociétaux pour toutes les entités du Groupe. A partir de données publiques, elle génère une note de transition climatique unique pour les entreprises cotées. Celle-ci est utilisée comme outil de dialogue commercial par Amundi et CACIB depuis 2020. En 2021, la note de transition sera étendue aux entreprises non cotées.

Pour suivre la performance extra-financière des sociétés non cotées, le Groupe a par ailleurs mis en place un questionnaire ESG normatif en cours de déploiement chez LCL, dans les Caisses régionales et dans quelques entités à l'international.

Finance inclusive

Le Groupe témoigne également de son engagement inclusif en apportant son soutien en faveur des territoires et des jeunes. Ainsi, en 2020, le Groupe a recruté 18 000 collaborateurs⁸, dont 30% ont moins de 30 ans, ainsi que 4 700 alternants (soit +50% en deux ans). Le Groupe a également enregistré une forte hausse de son attractivité dans les écoles supérieures depuis trois ans (47^{ème} position sur 130 (+23) dans les écoles de commerce et 85^{ème} sur 130 (+17) dans les écoles d'ingénieur⁹. Ainsi, le Groupe se classe à la 1^{ère} position parmi les services financiers en France parmi les *Diversity leaders*, classement européen du FT (au 133^{ème} rang sur 700¹⁰).

Le Groupe apporte également son soutien à l'économie solidaire au travers de plusieurs initiatives : le fonds Amundi Solidarité enregistre 331 millions d'euros à fin 2020 et cette année, Amundi a lancé CPR invest social impact, le premier fonds actions internationales plaçant la réduction des inégalités sociales au cœur du processus d'investissement ; enfin, Crédit Agricole Assurances crée « Contrat solidaire », le premier contrat d'assurance-vie multi-supports solidaire, labellisé Finansol. Crédit Agricole S.A. a également réalisé sa première émission d'obligation sociale (*social bond*), pour une croissance locale, durable et inclusive des territoires. D'un montant de 1 Md€ et souscrite 2,5 fois, cette obligation a pour cadre le financement des entreprises dans les zones affectées d'un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, l'équipement digital des territoires, le développement du secteur de la santé et le renforcement de la cohésion sociale.

Le Groupe renforce son modèle de banque universelle de proximité, ouvert à des partenariats multi-métiers.

Le modèle relationnel de banque universelle du Groupe s'est renforcé grâce au déploiement de plusieurs projets internes. Ainsi, LCL a cédé à Crédit Agricole Assurances un portefeuille de crédits habitat pour 445 millions d'euros, permettant d'optimiser le refinancement de LCL et de diversifier le portefeuille d'investissement de Crédit Agricole Assurances ; CACIB et CA Indosuez Wealth Management ont de leur côté créé une équipe commune de façon à accompagner les grandes fortunes et holding familiales. Enfin, une filière pour les entreprises de taille intermédiaire, multi-métiers, a été créée, et sera pilotée par CACIB. Sur le plan des dépenses informatiques, le Groupe a alloué 8 milliards d'euros¹¹ à la transformation technologique sur l'année 2020, dont 38% en investissements notamment pour la datacentricité ou le remodelage du système d'information.

Le déploiement des synergies au sein du Groupe Crédit Agricole s'illustre également par l'amélioration continue de l'équipement des clients des banques de proximité en produits d'assurance-dommages¹² : 41,7% des clients de Caisses régionales (+1,0 point sur un an), 25,5% des clients LCL (+0,5 point) et 17,1% des clients de Crédit Agricole Italia (+1,7 point) disposent d'un contrat d'assurance-dommages du Groupe.

Le Groupe a poursuivi l'ouverture de ce modèle de banque universelle de proximité via des partenariats multimétiers en Europe et en Asie.

En Europe, Amundi, premier gestionnaire d'actifs européen, a finalisé en janvier l'acquisition Sabadell AM et conclut un partenariat stratégique avec Banca Sabadell ; Crédit Agricole Assurances finalisé en octobre l'acquisition de 100% de GNB Seguros et cela s'est accompagné de la signature pour 22 ans d'un partenariat de distribution de produits d'assurance non-vie avec Novo Banco au Portugal ; Crédit Agricole Italia a annoncé fin novembre le lancement d'une offre publique d'achat en numéraire sur Credito Valtellinese et CA-CF a annoncé en décembre le renforcement de son accord de partenariat avec Banco BPM. Par ailleurs, le 3 février 2021, CACF a conclu un accord avec Bankia pour racheter les 49% de capital détenus par Bankia dans

⁸ Total des recrutements en 2020, incluant les CDI, CDD et alternants.

⁹ Source Universum 2020.

¹⁰ Classement européen du FT, 1^{ère} position en France dans les services financiers.

¹¹ 15 mds prévus sur la durée totale du PMT.

¹² Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV.

leur JV commune en Espagne (sous réserve de l'accord de la Banque d'Espagne). Enfin, Azqore, filiale d'Indosuez Wealth Management, a signé avec Société Générale, en janvier 2021, un accord relatif à l'exécution des opérations de back-office et d'une grande partie des services informatiques de la banque privée Société Générale à l'international.

En Asie, Amundi et Bank of China ont créé en septembre la première société de Wealth Management en Chine, détenue majoritairement par un acteur étranger. Amundi a par ailleurs signé une alliance technologique avec BNY Mellon en janvier 2021 dans le domaine de la gestion d'actifs et de la conservation de titres.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi ses actions de recentrage en-dehors des entités non stratégiques. Ainsi, CACIB a finalisé la cession de sa participation résiduelle au capital de Bank Saudi Fransi en septembre ; CA-CF a annoncé la cession en-cours de sa filiale aux Pays-Bas ; CA Indosuez Wealth Management a initié un projet de cession de ses activités de banque privée à Miami et au Brésil, et Crédit Agricole S.A. a annoncé avoir signé un contrat de cession de sa filiale roumaine Crédit Agricole Bank Romania S.A. à Vista Bank Romania S.A.

Activité du Groupe

Le quatrième trimestre 2020 a été marqué par une nouvelle période de confinement en France, durant le mois de novembre. Son impact a été plus limité sur l'économie, comparativement au premier confinement du deuxième trimestre. Ainsi, les volumes de paiements chez les commerçants, enregistrés par les Caisses régionales et LCL au mois de novembre, ont représenté 1,5 fois les volumes de paiements du mois d'avril. Au quatrième trimestre, l'activité des métiers du Groupe a été dynamique en dépit de ce nouveau confinement, et sur l'année 2020, l'activité a été globalement bonne, grâce à des rebonds après chaque confinement.

Ainsi, Crédit Agricole Assurances a enregistré un fort rebond de son activité au quatrième trimestre 2020 (+19% au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre) avec un niveau de collecte UC très dynamique (+26,9% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019 et +24,3% par rapport au troisième trimestre 2020). En gestion d'actifs, Amundi a également enregistré un niveau de collecte nette dynamique (+29,8 milliards d'euros, hors JVs). En banque de proximité, l'ensemble des activités de crédits, collecte et équipement en produits d'assurance sont en croissance, en France et en Italie. Les encours de crédits en banque de proximité, tous réseaux confondus, en France et en Italie et hors PGE, ont ainsi enregistré une hausse de +4,9% à fin décembre 2020 sur un an. De la même façon, CA-CF a constaté un net rebond de la production à la sortie de ce deuxième confinement, la production sur le mois de décembre étant en hausse de +16,8% par rapport à celle du mois de novembre. En BFI, CACIB a conforté ses positions de leader en crédits syndiqués et en émissions obligataires (2^{ème} arrangeur mondial en *green, social and sustainable bonds*), dans un contexte de normalisation des marchés.

La conquête brute est restée forte sur l'année, le Groupe a enregistré +1 500 000 nouveaux clients entre 2019 et 2020, dont plus de +1 000 000 pour les Caisses régionales, +300 000 pour LCL et près de +120 000 pour CA Italia. Dans ce contexte, le fonds de commerce continue de progresser sensiblement sur l'année (+148 000 clients supplémentaires en 2020).

Au global, les niveaux d'activité des métiers du Groupe ont démontré une bonne résilience globale sur l'ensemble de l'année : ainsi, la production globale de crédits habitat dans les Caisses régionales et LCL sur l'année 2020 a représenté 96% du niveau de l'année 2019 ; le volume d'affaires nouvelles en assurances dommages sur la même période a représenté 91% du volume 2019, tandis que la production de crédits à la consommation en 2020 a représenté 86% du volume 2019.

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2020, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **530 millions d'euros**, contre 2 186 millions d'euros au quatrième trimestre 2019. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net négatif de -898 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent la dépréciation d'écart d'acquisition de CA Italia, avec un effet négatif de -884 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Sont également classés en éléments spécifiques le déclassement d'entités en cours de cession (CACF NL, CA Bank Romania) et le projet de cession en cours des activités de Banque privée à Miami et au Brésil, pour un total de -97 millions d'euros sur le résultat net part du groupe, répartis entre d'une part -66 millions d'euros au titre de CACF NL et -7 millions d'euros au titre de CA Bank Romania, et d'autre part -24 millions d'euros au titre de la Banque privée. Les éléments spécifiques comprennent également des contributions exceptionnelles liées à la crise Covid-19 : la contribution exceptionnelle de CAA sur les cotisations de complémentaire santé pour -15 millions d'euros en résultat net part du groupe, et la contribution exceptionnelle de CA Italia au plan de sauvegarde des banques italiennes pour -7 millions d'euros. Est également classée en éléments spécifiques la reprise de provision sur l'amende AGCM (autorité de la concurrence italienne) adressée à FCA Bank pour +89 millions d'euros. L'impact du retour à meilleure fortune suite à l'activation du Switch 2 est neutralisé au niveau du Groupe. A ces éléments s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents, avec un effet net positif de +27 millions d'euros en produit net bancaire et +19 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +13 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -21 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +26 millions d'euros. Au quatrième trimestre 2019, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -200 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -4 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -12 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -119 millions d'euros, ainsi que l'impact positif du dénouement du litige Emporiki pour + 1 038 millions d'euros, la dépréciation de l'écart d'acquisition sur LCL pour -664 millions d'euros, l'écart d'acquisition positif (badwill) lié à l'acquisition de Kas Bank pour + 22 millions d'euros, le déclassement d'actif en cours de cession de Ca Bank Romania pour -46 millions d'euros et les coûts d'intégration/acquisition Kas Bank pour -16 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent¹³ du Groupe Crédit Agricole** atteint **1 429 millions d'euros**, en baisse de -28,1% par rapport au quatrième trimestre 2019. Le RBE sous-jacent, à un niveau solide (3 093 millions d'euros au quatrième trimestre 2020), en hausse de +1,9% comparé au quatrième trimestre 2019), a permis d'amortir le coût du risque (une charge de -919 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit x1,9 comparé au quatrième trimestre 2019).

¹³ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2020 et au T4-2019

En m€	T4-20 publié	Eléments spécifique s	T4-20 sous- jacent	T4-19 publié	Eléments spécifique s	T4-19 sous- jacent	Var T4/T4 publié	Var T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	8 665	5	8 660	8 399	(202)	8 602	+3,2%	+0,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 585)	(18)	(5 567)	(5 582)	(15)	(5 566)	+0,1%	+0,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
Résultat brut d'exploitation	3 080	(13)	3 093	2 818	(218)	3 035	+9,3%	+1,9%
Coût du risque de crédit	(919)	0	(919)	(494)	-	(494)	+86,1%	+86,1%
Sociétés mises en équivalence	163	89	74	83	-	83	+96,4%	(11,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(26)	-	(26)	15	(6)	21	n.m.	n.m.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(965)	(965)	-	(642)	(642)	-	+50,3%	n.m.
Résultat avant impôt	1,334	(889)	2,223	1,780	(866)	2,646	(25,0%)	(16,0%)
Impôt	(634)	4	(638)	587	1 112	(525)	n.m.	+21,4%
Rés. net des activ. arrêtees ou en cours de cession	(91)	(98)	7	(46)	(46)	(0)	+98,0%	n.m.
Résultat net	609	(983)	1,592	2,320	200	2,120	(73,7%)	(24,9%)
Intérêts minoritaires	(80)	84	(163)	(134)	-	(134)	(40,6%)	+21,7%
Résultat net part du Groupe	530	(899)	1,429	2,186	200	1,986	(75,8%)	(28,1%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,5%		64,3%	66,5%		64,7%	-2,0 pp	-0,4 pp

Au quatrième trimestre 2020, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +0,7% par rapport au quatrième trimestre 2019, à 8 660 millions d'euros, grâce à un niveau d'activité dynamique dans la plupart des métiers. Les pôles Gestion d'épargne et Assurance et Grandes Clientèles affichent respectivement une croissance de +2,1% (+35 millions d'euros) et +1,0% (+14 millions d'euros) de leurs revenus ; il en est de même en Banques de proximité en France, les Caisses régionales enregistrant une hausse de +0,3%, soit +12 millions d'euros, et LCL une hausse de +4,5%, soit +39 millions d'euros. Les Services Financiers Spécialisés font preuve de résilience, en effet si en sous-jacent le produit net bancaire diminuent de -3,8%, à périmètre constant²⁰ cette baisse n'est plus que de -1,1% (-7 millions d'euros) malgré la forte sensibilité à l'environnement économique de ce pôle. Les pôles Banque de Proximité à l'International enregistrent, eux, un recul de respectivement -2,8% (-19 millions d'euros), en raison de la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU (Fonds de résolution unique)** sont **stables (+0,0%)** par rapport au quatrième trimestre 2019, pour s'établir à 5 567 millions d'euros. Les pôles Gestion de l'épargne et Assurances, et Banque de proximité à l'international affichent une baisse de leurs charges pour respectivement -1,5% (-11 millions d'euros), et -1,6% (-8 millions d'euros). Les charges baissent dans le pôle Services Financiers Spécialisés de -3,8% (-12 millions d'euros), intégrant le déclassement de CACF NL au titre de IFRS 5 en activité en cours de cession. A périmètre constant, les charges augmentent de +4,0% liées au développement du métier

en France et en Europe. Les charges augmentent de façon limitée sur la période en Banque de Proximité en France : +1,2% (+36 millions d'euros), et dans le pôle Grandes Clientèles : +2,0% (+18 millions d'euros). Au global, le Groupe affiche un effet ciseau positif de +0,7 point de pourcentage. La contribution au Fonds de résolution unique est nulle ce trimestre comme au quatrième trimestre 2019. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent s'élève à 64,3%, en amélioration de 0,4 point de pourcentage** par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une croissance de +1,9% à 3 093 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le **coût du risque de crédit** est en hausse maîtrisée (x1,9 par rapport au quatrième trimestre 2019, avec 93% de la hausse liée à la hausse du provisionnement sur encours sains dans le contexte de la crise du Covid-19 pour tous les métiers. Il s'élève à 919 millions d'euros (dont 651 millions d'euros de coût du risque de niveau 1 et 2, et 334 millions d'euros de coût du risque de niveau 3) contre 596 millions d'euros au troisième trimestre 2020, et 494 millions d'euros au quatrième trimestre 2019. La qualité des actifs est bonne : le taux de créances douteuses est en baisse à 2,4% à fin décembre 2020 (-0,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020) et le taux de couverture¹⁴ élevé à 84,0%, s'est encore renforcé ce trimestre (+3,6 points de pourcentage). Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (47 % des encours bruts au niveau du Groupe) et entreprises (32% des encours bruts au niveau de Groupe). Le stock de provisions atteint 19,6 milliards d'euros à fin septembre 2020, dont 34% porte sur les encours sains (Stages 1 & 2). Le stock de provisions est en baisse de -0,4 milliard d'euros par rapport à septembre 2020, notamment suite aux cessions de créances douteuses observées par CA Italia. Depuis le premier trimestre 2020, le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien annoncées. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés pour refléter la dégradation brutale de l'environnement, en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et compléments spécifiques sur des secteurs ciblés : tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains, dont un scénario plus favorable (PIB à +7,1% en France en 2021, +2,7% en 2022) et un scénario plus défavorable (PIB à +3,0% en France en 2021 et +4,8% en 2022). Ces scénarios ont été révisé depuis le deuxième trimestre 2020. Pour rappel, ils intégraient précédemment un scénario plus favorable avec un PIB à +7,3% en France en 2021 et +1,8% en 2022, un scénario plus défavorable avec un PIB à +6,6% en France en 2021 et +8,0% en 2022.

Le **coût du risque sur encours¹⁵ annualisé sur les douze mois de 2020 atteint 38 points de base** (37 points de base en vision trimestrielle annualisée). Le coût du risque sur les Stages 1 & 2 s'élève à -651 millions d'euros, contre une reprise de 87 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, et -170 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Le coût du risque Stage 3 s'élève à -334 millions d'euros (contre -602 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 et -428 millions d'euros au troisième trimestre 2020).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 223 millions d'euros**, en baisse de -16,0% par rapport au quatrième trimestre 2019. Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre également la contribution des sociétés mises en équivalence pour 74 millions d'euros (en baisse de -11,1% notamment du fait de CACF) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -26 millions ce trimestre contre +21 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, liée notamment à des mises au rebut de projets IT. Le **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +21,4%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent est en hausse, en raison d'un effet de base (il atteignait 20,5% au quatrième trimestre 2019 lié à des dossiers juridiques favorables) et est à présent au niveau de 29,7%. Toutefois le taux d'impôt est toujours peu représentatif en vision trimestrielle, et la vision annuelle est plus pertinente à fin 2020 il s'établit à 26,6% versus 28,7% fin 2019. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en baisse de -25,0%. Les intérêts minoritaires augmentent de +21,7%, notamment du fait d'un changement en Assurances dans les modalités de comptabilisation des coupons

¹⁴ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

¹⁵ Coût du risque sur encours en points de base, annualisé

des émissions en de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action, et suite aux acquisitions de CACEIS faites en 2020. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 1 429 millions d'euros est en baisse par rapport au quatrième trimestre 2019 (-28,1%).

Sur l'année 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent baisse de -14,8%** par rapport à l'année 2019. Le produit net bancaire sous-jacent est stable (+0,7%) alors que les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU baissent de -0,9%, générant un effet ciseau positif de +1,7 point de pourcentage. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 12 304 millions d'euros, en hausse de +2,6% par rapport à 2019. Le coût du risque de crédit est multiplié par 2,1, les gains ou pertes sur autres actifs augmentent de 24,3%, atteignant 52 millions d'euros et la charge d'impôt diminue de -21,3% par rapport à l'année 2019.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au 12M-2020 et au 12M-2019

En m€	2020 publié	Eléments spécifiques	2020 sous-jacent	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	Var 2020/2019 publié	Var 2020/2019 sous-jacent
Produit net bancaire	33 596	(439)	34 035	33 297	(493)	33 790	+0,9%	+0,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 266)	(96)	(21 169)	(21 386)	(15)	(21 371)	(0,6%)	(0,9%)
FRU	(562)	-	(562)	(426)	-	(426)	+31,9%	+31,9%
Résultat brut d'exploitation	11 768	(536)	12 304	11 485	(508)	11 993	+2,5%	+2,6%
Coût du risque de crédit	(3 651)	0	(3 651)	(1 757)	-	(1 757)	x 2,1	x 2,1
Sociétés mises en équivalence	419	89	330	356	-	356	+17,6%	(7,5%)
Gains ou pertes sur autres actifs	52	-	52	36	(6)	42	+46,0%	+24,3%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(968)	(965)	(3)	(642)	(642)	-	+50,8%	ns
Résultat avant impôt	7 620	(1 411)	9 031	9 478	(1 156)	10 634	(19,6%)	(15,1%)
Impôt	(2 165)	152	(2 317)	(1 737)	1 208	(2 945)	+24,7%	(21,3%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(262)	(268)	6	(38)	(46)	8	x 6,9	(21,2%)
Résultat net	5 193	(1 528)	6 720	7 704	6	7 697	(32,6%)	(12,7%)
Intérêts minoritaires	(504)	87	(591)	(506)	-	(506)	(0,4%)	+16,9%
Résultat net part du Groupe	4 689	(1 440)	6 129	7 198	6	7 191	(34,9%)	(14,8%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,3%		62,2%	64,2%		63,2%	-0,9 pp	-1,0 pp

Caisses régionales

La crise a entraîné, chez les Caisses régionales, une accélération et un renforcement de la transformation de leur modèle distributif avec une forte attention portée sur la qualité de la relation client, confirmée par l'amélioration de 8 points de pourcentage sur l'année de l'IRC (indice de recommandation client). Le fonds de commerce sur l'année, avec 1,1 million de nouveaux clients, continue à progresser et le taux d'attrition réel (hors décès) est en baisse et s'établit à 2,9% sur l'année. Ainsi, on note que le nombre de dépôts à vue actifs est en hausse de 0,7% sur un an, croissance supérieure à celle de la population française sur la même période. Par ailleurs, le groupe continue à développer son modèle multicanal et constate une hausse de 3,8 points de pourcentage sur un an du nombre de clients digitaux à 68,2%¹⁶ ainsi qu'une hausse de +45% des signatures en ligne sur un an.

L'activité commerciale des Caisses régionales reste **dynamique** sur ce trimestre avec une **croissance des encours toujours forte**. Les **encours de crédits** atteignent 563,7 milliards d'euros (547,1 milliards d'euros hors PGE) en progression de 8,4% par rapport à décembre 2019 (+5,2% hors PGE). La hausse est forte sur les **crédits habitat** (+6,6%) et les **crédits accordés aux entreprises, professionnels et agriculteurs** (+12,6% ; +3,3% hors PGE). Cette croissance des encours des marchés spécialisés hors PGE est particulièrement marquée pour les crédits d'équipement des entreprises en hausse de +8,5% sur l'année. Les **réalisations de crédits** augmentent par rapport au quatrième trimestre 2019 (+7,4% ; +2,6% hors PGE). La baisse des réalisations sur les marchés spécialisés¹⁷ hors PGE (-8%) et sur les crédits à la consommation est compensée par le dynamisme des crédits à l'habitat (+11%). La **collecte bilan** atteint 517,9 milliards d'euros et progresse par rapport à décembre 2019 de +12,3% (dont +25,3% sur les dépôts à vue et +11,8% sur les livrets) et la **collecte hors-bilan** est stable (+0,4 % à 272,4 milliards d'euros) avec des encours d'assurance-vie en légère augmentation (+0,5% ; dont +6,3% sur les encours en unité de compte) et des encours liés aux titres et aux valeurs mobilières stables (+0,2%) avec le redressement des marchés sur le trimestre.

Au quatrième trimestre 2020, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 373 millions d'euros, en baisse de -1,2% par rapport au quatrième trimestre 2019. Les conditions de refinancement favorables permettent une croissance de la **marge nette d'intérêt** (+4,0%) et le niveau global des **commissions** est en baisse avec la diminution des commissions de dysfonctionnement. Les **charges d'exploitation** sont maîtrisées et augmentent faiblement sur la période (+1,5% par rapport au quatrième trimestre 2019) en lien avec l'ajustement sur la période de la participation et de l'intéressement des salariés, les autres services extérieurs restant en baisse. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en baisse au quatrième trimestre 2020 (-6,6%). Le **coût du risque** sous-jacent s'élève à -415 millions d'euros, en forte hausse par rapport au quatrième trimestre 2019 (x2,7). Les dotations portent principalement sur les encours sains et le taux de créances douteuse est en baisse pour s'établir à 1,7% (contre 1,8% à fin décembre 2019). Le stock de provisions est en légère hausse à 10,0 milliards d'euros. Il en résulte un taux de couverture élevé, à 100,9%. La contribution des Caisses régionales au **RNPG** sous-jacent du Groupe atteint ainsi 470 millions d'euros en baisse de -30,8%.

Sur l'année 2020, le **produit net bancaire** sous-jacent diminue de -1,4% par rapport à l'année 2019. Les charges d'exploitation sont en baisse de -1,1% malgré la hausse du FRU sur le premier semestre (+42,6%). Le RBE est en baisse de -2,1% (-1,3% hors FRU). Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU reste stable à 65,8%. Enfin, avec un **coût du risque** sous-jacent en hausse (x2,1) à 1,0 milliards d'euros sur l'année, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent du Groupe est en baisse de -14,1% à 2 230 millions d'euros. La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

¹⁶ Taux de clients digitaux = nombre de clients partenaires ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité CAEL dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV actif.

¹⁷ Entreprises, professionnels, agriculteurs et collectivités locales

Crédit Agricole S.A.

Activité dynamique au quatrième trimestre 2020 dans tous les métiers, témoignant de la force du modèle de la relation globale

- **Dynamisme de la collecte nette en gestion de l'épargne et assurances** : +14,1 milliards d'euros au T4 2020 (y compris JVs), tirée en assurances par les UC (38,7% de la collecte brute)
- **Forte croissance des encours de crédit chez LCL** : +4,4% Déc / Déc hors PGE ;
- **Rebond de la production du crédit à la consommation** : +16,8% déc/nov ;
- **Positions de leader confortées en Banque de financement et d'investissement** dans un marché en normalisation au quatrième trimestre : crédits syndiqués (#1 France, #3 EMEA) ; obligations (#1 France corporate bonds, #1 monde financial bonds, #2 monde green, social and sustainable bonds).

Poursuite des partenariats en Europe et en Asie :

- **Crédit Agricole Assurances** : participation dans GNB Seguros portée à 100% au Portugal et accord de distribution signé avec Novo Banco
- **Amundi** : acquisition de Sabadell AM et partenariat stratégique signé avec Banca Sabadell
- **CA Italia** : annonce de l'offre public d'achat en numéraire sur Credito Valtellinese
- **CACF** : renforcement du partenariat de CACF avec Banco BPM
- **Amundi** : création avec Bank of China de la première société de Wealth Management en Chine détenue majoritairement par un acteur étranger

Sortie des entités non stratégiques (Banque Saudi Fransi, CABank Romania, CACF NL, activités de banque privée à Miami et au Brésil)

Excellente résilience des résultats 2020, le dynamisme des résultats opérationnels permettant d'absorber une part significative de la multiplication par 2,1 du coût du risque

- **Revenus dynamiques en 2020 (+2,1% 12M/12M) et charges maîtrisées (-0,3% 12M/12M)**
- **Agilité opérationnelle : objectif de coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU pour 2022 (<60%) atteint avec deux années d'avance** : 59,6% en 2020 ;
- **Résultat brut d'exploitation sous-jacent en croissance** : +4,8% 12M/12M ;
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent de Crédit Agricole SA** : -16,0% 12M/12M (-734 millions d'euros 2020/2019, intégrant +1 Md€ de provisionnement des encours sains) ;
- **ROTE sous-jacent sur 12 mois 2020** : 9,3%¹⁸

Politique de dividende adaptée aux circonstances particulières actuelles

- **Position de capital très confortable** : CET1 CASA 13,1%, 5,2 pp au-dessus du SREP, GCA 17,2%, 8,3 pp au-dessus du SREP
- **Dividende**: 80 centimes, pour un rendement de 8%, assorti d'une option de paiement en actions. Dispositif respectant scrupuleusement la dernière recommandation de la BCE
- **Switch**: débouclage de 100% à horizon 2022, dont 50% réalisés dès le T1-21, achèvement de la simplification de la structure du Groupe

¹⁸ Le ROTE publié hors dépréciation de l'écart d'acquisition sur l'année 2020 s'établit à 8,3%

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 10 février 2021, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2020.

Activité

Les métiers de Crédit Agricole S.A. ont enregistré un bon niveau d'activité au quatrième trimestre 2020, en dépit des impacts du second confinement en France sur l'économie. La dynamique commerciale est restée soutenue, notamment pour **Amundi** qui a enregistré une collecte nette positive de +14,4 milliards d'euros (y compris JVs) sur le trimestre et une croissance des actifs sous gestion de +3,7% sur un an ; en **assurance-vie**, la collecte nette a été positive sur le trimestre à +0,8 milliard d'euros, tirée par les UC, et **l'assurance dommages** confirme son dynamisme avec une croissance du chiffre d'affaires de +7,7% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019 et de 5,8% sur un an. **Le taux d'UC** dans la collecte brute est en hausse (+9,8 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019 à 38,7%), tout comme celui dans les encours (+1,4 point de pourcentage sur un an), à 24,2%, atteignant ainsi son plus haut niveau historique. Le chiffre d'affaires en **protection des personnes** a augmenté sensiblement (+8,9% par rapport au quatrième trimestre 2019). Les encours de **crédit en banque de proximité** sont en croissance sur un an, hors PGE (+4,4% chez LCL, +0,5% chez CA Italia). La **collecte** chez **LCL** continue la forte croissance déjà observée les trimestres précédents (collecte bilan en hausse de +11,5% sur un an, tirée par les DAV (+15,5%) et épargne hors bilan en légère baisse de -1,1%). **CA Italia** enregistre également une croissance sensible des encours d'épargne (hausse de la collecte de +8,8%). Les encours gérés en **crédit à la consommation** sont en légère baisse sur un an (-1,3%), en dépit d'un niveau de production qui a enregistré un rebond après chaque période de confinement (production au quatrième trimestre 2020 en baisse modérée de -3,3% par rapport au quatrième trimestre 2019 et en baisse de -14% sur l'ensemble de l'année). Enfin, l'activité du pôle **Grandes clientèles** est restée dynamique sur le quatrième trimestre et les positions de leader en crédits syndiqués et en obligations étant conformées dans un marché en normalisation. Les revenus de la banque de marché se normalisant après un début d'année élevé (revenus en baisse de -5,0% par rapport au quatrième trimestre 2019 très élevé), l'activité en banque de financement étant restée dynamique (+3,9% par rapport au quatrième trimestre 2019 et +8,6% hors effet change). Le profil de risques est prudent, avec une VaR modérée, à 9 million d'euros au 31 décembre 2020.

Résultats

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-2020 et au T4-2019

En m€	T4-20 publié	Eléments spécifiques	T4-20 sous-jacent	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	Var T4/T4 publié	Var T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	5 251	(47)	5 299	5 119	(66)	5 184	+2,6%	+2,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 226)	(18)	(3 208)	(3 260)	(15)	(3 244)	(1,0%)	(1,1%)
FRU	-	-	-	(0)	-	(0)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	2 025	(65)	2 090	1 859	(81)	1 940	+8,9%	+7,8%
Coût du risque de crédit	(538)	(38)	(500)	(340)	-	(340)	+58,5%	+47,4%
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	137	89	47	76	-	76	+78,9%	(38,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(9)	-	(9)	14	(6)	20	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(903)	(903)	-	(589)	(589)	-	+53,2%	ns
Résultat avant impôt	712	(916)	1 628	1 021	(677)	1 697	(30,3%)	(4,1%)
Impôt	(436)	33	(469)	847	1 065	(219)	ns	x 2,1
Rés. net des activ. arrêtés ou en cours de cession	(96)	(97)	1	(46)	(46)	(0)	ns	ns
Résultat net	179	(981)	1 160	1 821	343	1 479	(90,2%)	(21,6%)
Intérêts minoritaires	(56)	129	(185)	(160)	1	(161)	(65,3%)	+15,0%
Résultat net part du Groupe	124	(851)	975	1 661	343	1 318	(92,6%)	(26,0%)
Bénéfice par action (€)	0,02	(0,29)	0,31	0,54	0,12	0,42	(97,1%)	(26,4%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,4%		60,5%	63,7%		62,6%	-2,2 pp	-2,0 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	124	(851)	975	1 661	343	1 318	(92,6%)	(26,0%)

Au quatrième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe** publié de Crédit Agricole SA ressort à **124 millions d'euros**, contre 1 661 millions d'euros au quatrième trimestre 2019. 2020 et 2019 ont été caractérisées respectivement par la dépréciation d'écart d'acquisition de CA Italia pour -778 millions d'euros en impact résultat net part du groupe d'une part, et la dépréciation d'écart d'acquisition de LCL pour -611 millions d'euros et le dénouement du litige Emporiki pour +1 038 millions d'euros. Retraités de ces éléments, le résultat net part du groupe publié de Crédit Agricole SA du quatrième trimestre 2020 ressort à 902 millions d'euros, en baisse de 27,0% comparé au quatrième trimestre 2019. Au total, les **éléments spécifiques** du quatrième trimestre 2020 ont eu un **effet net négatif de -851 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**¹⁹ atteint **975 millions d'euros**, en baisse de -26,0% par rapport au quatrième trimestre 2019, en lien avec la hausse du coût du risque liée au provisionnement prudent des encours de crédit sains.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre, comprennent la dépréciation de l'écart d'acquisition de CA Italia pour -903 millions d'euros en dépréciation des écarts d'acquisition et -778 millions d'euros d'impact RNPG, net des intérêts minoritaires, le retour à meilleure fortune de l'appel en garantie Switch 2 (Assurances) pour -38 millions

¹⁹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

d'euros en coût du risque et -26 millions d'euros en résultat net part du groupe. Les éléments spécifiques comprennent également des contributions exceptionnelles liées à la crise Covid-19 : une contribution exceptionnelle de CAA sur les cotisations des complémentaires de santé avec un impact de -22 millions d'euros en produit net bancaire et -15 millions d'euros en résultat net part du groupe, ainsi qu'une contribution exceptionnelle de CA Italia au plan de sauvegarde des banques italiennes à hauteur de -11 millions d'euros en charges et -6 millions d'euros en résultat net part du groupe. Les autres éléments spécifiques non récurrents s'établissent à -10 millions d'euros avec pour CACF une reprise de provision sur l'amende AGCM (Autorité de la concurrence italienne) adressée à FCA Bank avec un impact de +89 millions d'euros en résultat net part du groupe compensé par le déclassement de CACF NL comme actif en cours de cession pour -66 millions d'euros en résultat net part du groupe ; le projet de cession en cours des activités de banque privée à Miami et au Brésil pour -23 millions d'euros en résultat net part du groupe, le déclassement de CA Bank Romania en actif en cours de cession pour -8 millions d'euros en résultat net part du groupe, et les coûts d'intégration des acquisitions réalisées par CACEIS (Kas et S3) avec un impact de -7 millions d'euros en charges et -3 millions d'euros en résultat net part du groupe. Les éléments spécifiques récurrents de ce trimestre ont un impact en résultat net part du groupe de -16 millions d'euros, intégrant le DVA pour +13 millions d'euros (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -21 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -9 millions d'euros. **Au quatrième trimestre 2019**, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de +343 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient la dépréciation d'écart d'acquisition de LCL pour -611 millions d'euros compensée par le badwill de Kas Bank pour +22 millions d'euros, le dénouement du litige Emporiki pour +1 038 millions d'euros, puis les coûts d'intégration et d'acquisition de de Kas Bank et S3 pour un total de -16 millions d'euros, uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -4 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -11 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -29 millions d'euros.

Les résultats des métiers ont fait preuve d'une excellente résilience au quatrième trimestre 2020 au regard du contexte sanitaire et économique. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent a ainsi progressé de +7,8% par rapport au quatrième trimestre 2019 pour atteindre 2 090 millions d'euros, grâce à des revenus en croissance (+2,2% à 5 299 millions d'euros) et des charges très bien maîtrisées (-1,1 % à -3 208 millions d'euros). L'excellente agilité opérationnelle de Crédit Agricole SA s'est à nouveau démontrée ce trimestre, avec un coefficient d'exploitation sous-jacent de 60,5%, s'améliorant de 2,0 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019, et s'appuyant sur un effet ciseaux positifs de 3,3 points au quatrième trimestre 2020. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en retrait, néanmoins, de -26,0%. Cette baisse s'explique par la hausse du coût du risque, qui atteint -500 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2020 (x1,5 par rapport au quatrième trimestre 2019), hausse tirée pour 77% par la progression du provisionnement des encours sains, notamment lié à un provisionnement prudent des secteurs sensibles (tels que l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants et certains professionnels). Ainsi, le pôle Gestion de l'épargne et Assurance profite de la reprise des marchés et la bonne gestion des fonds générant ainsi des commissions de surperformance, et affiche un résultat brut d'exploitation de +6,2%, le résultat du pôle affiche une baisse de -12,0% par rapport au quatrième trimestre 2019 en raison notamment d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action. Le pôle Banques de proximité génère un résultat brut d'exploitation en hausse de +3,4%, porté par une forte croissance des revenus notamment chez LCL (+4,5% par rapport au quatrième trimestre 2019) et par une efficacité opérationnelle confirmée (coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU des banques de proximité au quatrième trimestre 2020 de 66,0% (en amélioration de 0,7 point de pourcentage comparé au quatrième trimestre 2019). Ainsi, avec un coût du risque multiplié par 1,5 comparé au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du groupe des banques de proximité enregistre une baisse de -13,9% comparé au quatrième trimestre 2019. Les Services financiers spécialisés présentent une baisse de -1,8% du résultat brut d'exploitation et de -5,5% à périmètre constant²⁰ avec une bonne résistance générale des revenus commerciaux (-2,8% et -1,1% à périmètre

²⁰ Hors CACF NL

constant²⁰) et des coûts liés au développement en France et en Europe (-3,8% et +4,0% à périmètre constant²⁰). Enfin, le pôle Grandes Clientèles, en dépit d'un résultat brut d'exploitation sous-jacent stable (-0,4%) ce trimestre, est affecté par la multiplication par 2,0 du coût du risque et affiche au final un résultat net part du Groupe en baisse de -17,0%.

Au quatrième trimestre 2020, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 299 millions d'euros et sont en hausse de +2,2% par rapport au quatrième trimestre 2019. Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances profitent de la reprise des marchés et de l'excellente performance de gestion de Amundi et présente une hausse de +2,7% comparé au quatrième trimestre 2019. Les revenus de la Banque de proximité (+1,2%) ont été portés par la hausse de la marge nette d'intérêts chez LCL grâce aux bonnes conditions de refinancement, bien que la banque de proximité à l'international reste pénalisée par la baisse des taux sur plusieurs marchés. Les revenus commerciaux des Services Financiers spécialisés présentent une bonne résistance (-1,1%²⁰ par rapport au quatrième trimestre 2019), et le rebond post confinement permet de limiter la baisse de production T4/T4 à -3%. Enfin, au sein du pôle Grandes Clientèles, la banque de financement enregistre de bonnes performances (+3,9% des revenus comparé au quatrième trimestre 2019), tandis que les activités de marché souffrent d'un effet de base, dans un contexte de normalisation de l'activité (-5,0% de revenus comparé au quatrième trimestre 2019). Enfin, les revenus des Services aux institutionnels affichent une hausse de +8,1% grâce à un effet périmètre lié à l'acquisition de Santander Securities Services en 2020.

Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en diminution de -1,1% entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020, permettant d'afficher des indicateurs d'efficacité opérationnelle de très bons niveaux : le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 60,5% au quatrième trimestre 2020, en amélioration de +2,0 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019, et l'effet ciseaux ressort positif, à 3,3 points de pourcentage. Au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurance, l'Assurance observe une nette baisse des charges (-7,5% comparé au quatrième trimestre 2019), compensant la hausse des charges en gestion d'actifs (+3,0%) essentiellement liée à un effet périmètre - les charges du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, à périmètre constant²¹, sont en baisse de -0,9% comparé au quatrième trimestre 2019. La Banque de proximité confirme son efficacité opérationnelle avec un coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 66,0%, en amélioration de 0,7 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019, grâce à une stabilité des charges chez LCL (+0,2% par rapport au quatrième trimestre 2019) et une stabilité des charges des banques de proximité à l'international (-0,1%) grâce aux efforts de productivité complémentaires opérés dans les implantations suite à leurs baisses de revenus. Au sein du pôle Grandes clientèles, la Banque de Financement et d'Investissement présente une très bonne maîtrise des charges (+0,3% comparé au quatrième trimestre 2019), tandis que le pôle Services financiers aux institutionnels enregistre une hausse de +7,9% de ses charges notamment liée à un effet de périmètre. Les Services financiers spécialisés présentent une baisse des charges de -3,8% en sous-jacent, mais une hausse de +4,0% à périmètre constant²⁰ sur le trimestre.

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** ressort à un haut niveau, 2 090 millions d'euros, en hausse de +7,8% par rapport au quatrième trimestre 2019, s'appuyant sur une contribution solide et en progression des pôles Gestion d'épargne et Assurances (+6,2% comparé au quatrième trimestre 2019), des Banque de Proximité (+3,4%) et d'une résilience des autres métiers : Grandes Clientèles -0,4%, Services financiers spécialisés -1,8% en sous-jacent et -5,5% à périmètre constant.

²¹ Hors effet périmètre Sabadell et création d'Amundi Bank of China Wealth Management

Au 31 décembre 2020, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (28% des encours bruts) et entreprises (44% des encours bruts de Crédit Agricole SA). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,2% (-0,2 point de pourcentage par rapport au 30 septembre 2020) et le taux de couverture²² élevé, à 71,5%, en hausse de +1,7 point de pourcentage sur le trimestre. Le stock total de provisions s'établit à 9,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., en baisse par rapport au 30 septembre 2020 suite à une cession de créances chez CA Italia pour 450 millions d'euros. Sur ce stock de provisions, 28% sont liés au provisionnement des encours sains. Les niveaux de provisionnement ce trimestre sont fondés sur **plusieurs scénarios économiques pondérés** - révisés au cours du quatrième trimestre 2020 - dont pour le PIB en France, un scénario plus favorable (+7,1% en 2021 et +2,7% en 2022) et un scénario plus défavorable (+3,0% en 2021 et +4,8% en 2022)²³, et intègrent des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et des compléments spécifiques sur des secteurs ciblés, dont l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants.

Le **coût du risque** affiche une hausse maîtrisée (x1,5/-161 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019, à -500 millions d'euros contre -340 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 et -577 millions d'euros au troisième trimestre 2020). La hausse du coût du risque par rapport au quatrième trimestre 2019 s'explique à hauteur de 77% par un provisionnement supplémentaire des encours sains (*Stage 1&2*), notamment lié à un provisionnement prudent des secteurs sensibles (tels que l'aéronautique, les croisières, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants et certains professionnels). La charge de -500 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020 se décompose en un provisionnement des encours sains (*Stage 1&2*) pour -193 millions d'euros (contre une reprise de 184 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 et une dotation de -165 millions d'euros au troisième trimestre 2020) et un provisionnement des risques avérés (*Stage 3*) pour -291 millions d'euros (contre -531 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 et -425 millions d'euros au troisième trimestre 2020). Sur l'année 2020, le coût du risque sur encours atteint 62 points de base (47 points de base en vision trimestrielle annualisée au quatrième trimestre 2020). Ainsi, LCL affiche un coût du risque à -89 millions d'euros (x1,4 par rapport au quatrième trimestre 2019 et en hausse modérée (+7,7%) depuis le troisième trimestre 2020) et une stabilisation de son coût du risque sur encours à 29 points de base sur l'année 2020 (25 points de base en vision trimestrielle annualisée); CA Italia enregistre un coût du risque de -113 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2020, soit 1,8 fois le niveau du quatrième trimestre 2019 et en hausse de +30% par rapport au troisième trimestre 2020, avec un coût du risque sur encours atteignant 93 points de base sur l'année 2020 (95 points de base en vision trimestrielle annualisée); le coût du risque de CACF est stable à -128 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2020, et en hausse de +11,0% en sous-jacent comparée au quatrième trimestre 2019 et stable depuis le troisième trimestre +1,3%, et le coût du risque sur encours ressort à 179 points de base sur l'année 2020 (et 150 points de base en vision trimestrielle annualisée). Enfin, en Banque de financement, le coût du risque du trimestre s'élève à -121 millions d'euros, contre une dotation de seulement -58 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, mais en baisse de -46% par rapport au troisième trimestre 2020. Son coût du risque sur encours ressort à 67 points de base sur l'année 2020 (contre 41 points de base en vision trimestrielle annualisée).

La contribution en sous-jacent des **sociétés mises en équivalence** ressort en baisse de **-38,3%**, à 47 millions d'euros, notamment en Services Financiers Spécialisés en raison de la moindre performance des autres entités à l'international, compensée en partie par la résilience des JV automobiles.

²² Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

²³ Une baisse de 10 points de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL au titre du « forward looking central » de l'ordre de 5% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « forward looking local » qui pourraient en atténuer l'effet.

Le **résultat net sur autres actifs** enregistre ce trimestre un impact négatif de -9 millions d'euros, lié à des mises au rebut de projets IT, contre un impact positif de +20 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, sous l'effet à cette date d'une plus-value immobilière en Gestion de fortune.

Le **résultat sous-jacent²⁴ avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en diminution de -4,1%**, à 1 628 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **29,7%**, en hausse de +16,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019, qui était à un niveau très bas 13,5%, conséquence de dossiers juridiques favorables chez CACIB. La charge d'impôt sous-jacente est ainsi multipliée par deux à -469 millions d'euros. A fin 2020 il s'établit à 22,6% (versus 24,4% en 2019). Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une baisse de -21,6%**.

Les intérêts minoritaires s'établissent à -185 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit en hausse de +15,0% notamment du fait d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions en Assurances de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action, et suite aux acquisitions de CACEIS faites en 2020.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en baisse de **-26,0%** par rapport au quatrième trimestre 2019 à **1 318 millions d'euros**.

²⁴ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au 12M-2020 et au 12M-2019

En m€	12M-20 publié	Eléments spécifiques	12M-20 sous-jacent	12M-19 publié	Eléments spécifiques	12M-19 sous-jacent	Var 12M/12M publié	Var 12M/12M sous-jacent
Produit net bancaire	20 500	(264)	20 764	20 153	(186)	20 339	+1,7%	+2,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(12 452)	(86)	(12 366)	(12 421)	(15)	(12 405)	+0,3%	(0,3%)
FRU	(439)	-	(439)	(340)	-	(340)	+29,1%	+29,1%
Résultat brut d'exploitation	7 609	(351)	7 959	7 392	(201)	7 594	+2,9%	+4,8%
Coût du risque de crédit	(2 606)	0	(2 606)	(1 256)	-	(1 256)	x 2,1	x 2,1
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	413	89	324	352	-	352	+17,5%	(7,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	75	-	75	54	(6)	60	+39,7%	+25,2%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(903)	(903)	-	(589)	(589)	-	+53,2%	ns
Résultat avant impôt	4 588	(1 164)	5 752	5 952	(797)	6 749	(22,9%)	(14,8%)
Impôt	(1 129)	96	(1 225)	(456)	1 103	(1 559)	x 2,5	(21,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(221)	(221)	(0)	(38)	(46)	8	ns	ns
Résultat net	3 238	(1 289)	4 527	5 458	260	5 198	(40,7%)	(12,9%)
Intérêts minoritaires	(546)	133	(679)	(614)	2	(616)	(11,1%)	+10,2%
Résultat net part du Groupe	2 692	(1 157)	3 849	4 844	262	4 582	(44,4%)	(16,0%)
Bénéfice par action (€)	0,80	(0,40)	1,20	1,48	0,09	1,39	(45,8%)	(13,4%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,7%		59,6%	61,6%		61,0%	-0,9 pp	-1,4 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	3 085	(1 157)	4 241	5 159	262	4 897	(40,2%)	(13,4%)

Sur l'ensemble de l'année 2020, le résultat net part du Groupe publié est de 2 692 millions d'euros, contre 4 844 millions d'euros sur l'année 2019, soit une baisse de -44,4%.

Les éléments spécifiques sur l'année 2020 ont eu un effet négatif de -1 157 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments des neuf premiers mois 2020 qui avaient eu un impact négatif de -305 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -5 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +27 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -10 millions d'euros chez LCL et pour -34 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers, ainsi que les éléments non récurrents suivants : coûts d'intégration de Kas Bank et Santander Securities Services pour -6 millions d'euros chez CACEIS, le soutien aux assurés professionnels pour -97 millions d'euros au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurance et -1 million d'euros chez LCL, l'impact global de l'activation du switch pour +26 millions d'euros, la soultte de Liability management pour -28 millions d'euros chez

AHM, et les Dons solidaire Covid-19 pour -38 millions d'euros en pôle de Gestion de l'épargne et Assurances, pour -4 millions d'euros en Banque de Proximité à l'international, pour -10 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers, le déclassement de CACF NL en entité en cours de cession avec un impact de -55 millions d'euros en AHM lié à la dépréciation d'écart d'acquisition et un impact -69 millions d'euros chez SFS lié au traitement IFRS 5. Les **éléments spécifiques de l'année 2019** avaient eu un impact de +262 millions d'euros sur le **résultat net part du Groupe**. Par rapport à ceux du quatrième trimestre 2019 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -81 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe sur les neuf premiers mois 2019, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -11 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -20 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -12 millions d'euros chez LCL et pour -38 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 3 849 millions d'euros**, en baisse de **-16,0%** par rapport à l'année 2019.

Le **bénéfice par action sous-jacent sur l'année 2020 par action atteint 1,20€, en baisse de -13,4% par rapport à 2019**.

Le **RoTE²⁵ sous-jacent** net des coupons d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint 9,3% sur l'année 2020. Les RoNE (retour sur capital alloué normalisé) métier sont en baisse sur l'année 2020 par rapport à l'année 2019, en lien avec la baisse des résultats sur l'année, et avec la hausse des RWA depuis décembre 2019.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+2,1%** par rapport à l'année 2020, grâce à une croissance significative des revenus du pôle Grandes clientèles (+10,7%), tandis que les autres métiers font globalement preuve de résilience : -1,4% dans la Banque de proximité, -3,0% pour le pôle Gestion de l'épargne et Assurances, et -7,0% dans les Services financiers spécialisés en sous-jacent ou -4,3% à périmètre constant¹⁵. Au global, le produit net bancaire récurrent, à savoir le produit net bancaire adossé à un stock (encours de crédit/collecte, d'actifs sous gestion ou de contrats (assurances dommages, prévoyance) représente 76% du PNB sous-jacent de Crédit Agricole SA. Les revenus d'intérêt contribuent à hauteur de 37% au produit net bancaire sous-jacent sur l'année, contre 41% pour les commissions, 10% pour les autres revenus (dont trading) et 12% pour l'assurance.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont stables (-0.3%), la contribution au FRU et frais de supervision sont à l'inverse en forte augmentation, de +24,7% à 540 millions d'euros sur l'année 2020 contre 433 millions d'euros sur l'année 2019. La stabilité des charges s'appuie sur la très bonne efficacité opérationnelle des métiers : les charges de Gestion d'Epargne et Assurances diminuent de -2,4% comparé à l'année 2019, celles de la Banque de Proximité de -2,1% et celles des Services Financiers Spécialisés de -5,6% en sous-jacent, tandis qu'elles sont stables (0,0%) à périmètre constant. Le pôle Grandes Clientèles enregistre une hausse des charges de +6,0% sur l'année, mais celle-ci est notamment liée à un effet périmètre (avec l'intégration de Kas et S3 au sein des Services Financiers Institutionnels). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 59,6% sur l'année**, en amélioration de 1,4 point de pourcentage par rapport à l'année 2019, et **inférieur à l'objectif fixé dans le cadre du Plan à moyen terme présenté en juin 2019, à savoir 60%**.

Enfin, le **coût du risque** affiche une hausse significative sur la période (x2,1/-1 350 millions d'euros, à -2 606 millions d'euros contre -1 256 millions d'euros sur l'année 2019).

²⁵ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en Annexe. Le ROTE publié 2020 atteint 6,2% en 2020, et le ROTE publié hors la dépréciation de l'écart d'acquisition de CA Italia atteint 8,3%.

Dividende

Le dispositif de distribution a été adapté en 2020 pour tenir compte des circonstances exceptionnelles. Le niveau de capital du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. étant très confortables (respectivement un ratio de CET1 de 17,2%, soit +8,3 points de pourcentage au-dessus de l'exigence SREP, et de 13,1%, soit 5,2 points de pourcentage au-dessus de l'exigence SREP), le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. proposera à l'Assemblée Générale du 12 mai 2021 un dividende de 80 centimes par action au titre du résultat 2020, assorti d'une option de paiement en actions (PDA). Le montant nominal est supérieur à ce qu'aurait représenté notre politique de distribution traditionnelle de 50% en numéraire, et permet de compenser une partie du dividende au titre du résultat 2019 non payé. Ce montant est rendu possible par l'engagement de la SAS LA Boétie de souscrire à l'option du paiement du dividende en actions. Le dispositif proposé respecte enfin scrupuleusement la recommandation de la BCE du 15 décembre 2020.

Le dividende proposé permettra d'offrir à tous les actionnaires un rendement de 8%²⁶, sur la base d'un cours à 10€. Pour limiter l'impact de ce dispositif sur le bénéfice net par action, qui, sous l'hypothèse d'un taux de participation nul du public à l'option de paiement du dividende en actions, et sous l'hypothèse d'une participation des fonds salariés FCPE à l'option, serait inférieur à -6%, Crédit Agricole S.A. s'engage à démanteler complètement le mécanisme de switch assurances²⁷ d'ici la fin de l'année 2022, dont 50% (soit 15% complémentaires) achevés dès le premier trimestre 2021. Ce débouclage total aura un impact positif sur le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. de +141 millions d'euros (+190 millions d'euros sur le PNB) en année pleine, et sur le bénéfice net par action d'environ 4%, pour un impact sur le CET1 de Crédit Agricole S.A. de -90 points de base (dont -20 points de base liés au débouclage des 15% supplémentaires au premier trimestre 2021). Dans l'hypothèse d'une participation publique à l'option PDA nulle, l'effet global sur le bénéfice net par action serait autour de -1%. Crédit Agricole S.A. a par ailleurs l'intention de mettre en place un programme de rachat d'actions, pouvant aller jusqu'à 5% du capital, en deux temps : après le détachement du dividende, pour compenser l'impact sur le BNPA de la participation du public à l'option PDA, et une fois les contraintes réglementaires levées, et avec l'autorisation habituelle de la BCE, pour corriger l'impact de l'opération sur l'actif net tangible par action.

²⁶ Rendement calculé sur la base d'un cours à 10€. Impact BNPA 2020 < -6% sous l'hypothèse d'un taux de souscription du public à l'option nul, tenant compte de l'engagement formel de la SAS Rue la Boétie à souscrire au paiement en actions, et sous l'hypothèse que les FCPE salariés sollicitent également le paiement du dividende en actions.

²⁷ La garantie Switch Assurances transfère aux Caisses régionales l'exigence prudentielle liée à la détention de participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances.

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

En Epargne/Retraite, Crédit Agricole Assurances a poursuivi en 2020 la diversification de son mix-produits par une adaptation de l'offre depuis 1 an. Ainsi, la collecte nette est positive (+1 milliard d'euros), malgré la décollecte en euros (-3,9 milliards d'euros), et grâce à une collecte nette UC dynamique (+26,9% par rapport au quatrième trimestre 2019). Par ailleurs, la part des UC dans la collecte brute atteint 38,7% en 2020, en progression de +9,8 points de pourcentage par rapport à 2019. Au quatrième trimestre 2020, la collecte nette est négative en euros (-0,5 milliard d'euros), et élevée en unités de compte (+1,3 milliard d'euros). Au total, la collecte nette est de +0,8 milliard d'euros, en baisse de -0,2 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019 mais en augmentation de +0,4 milliard d'euros par rapport au troisième trimestre 2020. Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 308,3 milliards d'euros, en hausse de +1,4% par rapport à décembre 2019. La part des unités de comptes dans les encours est au plus haut historique à 24,2%, en progression de +1,4 point de pourcentage par rapport à décembre 2019. Le chiffre d'affaires s'élève à 6,1 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2020 (stable par rapport au quatrième trimestre 2019). Enfin, la provision pour participations aux excédents (PPE) atteint 11,6 milliards d'euros au 31 décembre 2020, soit 5,6% du total des encours. Le taux de rendement moyen des actifs du groupe Crédit Agricole Assurances atteint 2,13% en 2020, soit un niveau nettement supérieur aussi bien au taux minimum garanti moyen (0,27% à fin 2020) qu'au taux de participation aux bénéfices des contrats en euro de 1,28% fin 2020. L'ajustement de cette dernière dans le contexte de taux bas, de 1,44% à 1,28%, permet de maintenir un écart significatif entre le rendement des actifs et la rémunération des passifs.

En Assurances dommages, l'activité au quatrième trimestre 2020 est dynamique, avec une croissance de 7,7% par rapport au quatrième trimestre 2019, confirmant le rebond constaté au troisième trimestre 2020. Le chiffre d'affaires atteint 4,8 milliards d'euros en 2020, en progression de 5,8%²⁸ par rapport à 2019. Avec un apport net sur l'année de plus de 508 000 contrats, le nombre de contrats dommages en portefeuille de Crédit Agricole Assurances atteint près de 14,6 millions à fin 2020, en progression de 3,6% sur un an. Le taux d'équipement des clients particuliers²⁹ continue de progresser dans les réseaux des Caisses régionales (41,7% à fin décembre 2020, soit une augmentation de +1,0 point de pourcentage depuis décembre 2019) et de LCL (25,5% à fin décembre 2020, soit une augmentation de +0,5 point de pourcentage depuis décembre 2019), ainsi qu'au sein de CA Italia (17,1% à fin décembre 2020, soit une augmentation de +1,7 point depuis décembre 2019). Le ratio combiné demeure maîtrisé, à 94,9%, en légère baisse de -1,0 point de pourcentage sur un an. Ce ratio est calculé hors impact du coût du dispositif mutualiste extracontractuel pour les professionnels assurés pour la perte d'exploitation, hors contribution au fonds de solidarité pour les TPE et indépendants, et hors contribution exceptionnelle des organismes de complémentaire santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19. Hors ces retraitements, le ratio combiné est de 97,6%.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires s'établit à 4,2 milliards d'euros, en progression de 5,7%²⁸ par rapport à l'année 2019, avec une contribution positive des trois métiers. Le chiffre d'affaires atteint 1,1 milliard d'euros ce trimestre en hausse de 8,9%²⁸ par rapport au quatrième trimestre 2019.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une bonne progression de l'activité avec une collecte nette dynamique hors JV (+29,8 milliards d'euros) grâce un bon niveau de la collecte nette à la fois en MLT et en produits de trésorerie. Ainsi, Amundi affiche une collecte nette MLT de +12,3 milliards d'euros tirée par le Retail hors JV (+6,4 milliards d'euros) et les Institutionnels & Corporates (+5,8 milliards d'euros). Par ailleurs, la collecte sur les produits de trésorerie, se maintient à un niveau élevé à +17,5 milliards d'euros tirée par les Corporates.

²⁸ Croissances retraitées d'un changement de méthodologie comptable ; hors retraitement, la croissance est de +16,4% T4/T4 et de +7,5% par rapport à 2019 en Dommages, et de +10,2% T4T4 et de +6,1% par rapport à 2019 en Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives

²⁹ Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurances (estimations Pacifica). Périmètre : assurances auto, habitation, santé, GAV, protection juridique et tous mobiles/portables.

La collecte nette sur les *Joint Ventures* s'affiche à +6,0 milliards d'euros hors les sorties de produits peu margés (-21,6 milliards d'euros) liés aux mandats institutionnels en Inde et le channel business en Chine. Les encours sous gestion sont en hausse de +4,6% par rapport à décembre 2019 soit 1 729 milliards d'euros à fin décembre 2020. Les encours sous gestion intègrent Sabadell AM, intégré dans le périmètre consolidé d'Amundi depuis le 01/07/2020 avec des encours de 20,7 milliards d'euros. L'effet marché/change sur les encours sous gestion est de +52,1 milliards d'euros par rapport à septembre 2020. A noter : la JV avec BOC Wealth Management, opérationnelle au T4 2020, a un objectif de 50 millions d'euros de résultat net à 100% en 2025. Enfin, Amundi crée cette année Amundi Technology, une ligne métier de services technologiques, avec un objectif de 150 millions d'euros de revenus en 2025. En janvier 2021, BNY Mellon et Amundi ont annoncé leur alliance technologique pour proposer aux clients gérants d'actifs une offre intégrée.

En gestion de fortune, les encours sont en légère diminution au quatrième trimestre 2020. En janvier 2021, Azqore, filiale de CAIWM, a signé avec la Société Générale un accord relatif à l'exécution des opérations de back-office et d'une grande partie des services informatiques de la banque privée Société Générale à l'international.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 513 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, en baisse de -12,0% par rapport au quatrième trimestre 2019 en raison notamment d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (sans impact sur le bénéfice net par action). Le pôle contribue à hauteur de 41% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le quatrième trimestre 2020 et de 28% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 1 879 millions d'euros sur l'année 2020, en baisse de -7,6% par rapport à l'année 2019.

Au 31 décembre 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 10,6 milliards d'euros dont 9,1 milliards d'euros sur les Assurances, 1,0 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs, et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 43,0 milliards d'euros dont 27,3 milliards d'euros sur les Assurances, 10,7 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,0 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 22,5% pour l'année 2020, contre 27,5% sur 2019.

Assurances

Le PNB sous-jacent atteint 734 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, en hausse de +3,4% sur un an en raison notamment d'un effet marché favorable de +60 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019. Les charges sous-jacentes sont en forte baisse -7,5% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019, à 179 millions d'euros, notamment grâce à des baisses de taxes, ce qui permet d'afficher un RBE sous-jacent en hausse de +7,4%, pour atteindre 555 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 24,4% au quatrième trimestre 2020, en amélioration de -2,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019. La charge d'impôt est en hausse de +57% à 206 millions d'euros en raison des dotations de provisions non-déductibles au quatrième trimestre 2020. Le résultat net sous-jacent atteint ainsi 351 millions d'euros, en baisse de -8,9% par rapport au quatrième trimestre 2019. Au final, la contribution du métier au RNPG sous-jacent est en baisse de -17,6%, à 317 millions d'euros, en raison notamment des intérêts minoritaires (34 millions d'euros au quatrième trimestre 2020) à la suite d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (sans impact sur le bénéfice net par action).

Le PNB sous-jacent atteint 2 557 millions d'euros sur l'année 2020, en baisse de -2,3% par rapport à l'année 2019. Les charges sous-jacentes restent sous contrôle, +0,9% sur la période à 761 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent diminue de -3,6%, à 1 796 millions d'euros, et le coefficient d'exploitation se dégrade

légèrement de +1,0 point de pourcentage, atteignant ainsi 29,8% sur l'année 2020. Le résultat net sous-jacent diminue de -3,4% à 1 287 millions d'euros et le RNPG sous-jacent atteint 1 207 millions d'euros, en baisse de -9,2% par rapport à l'année 2019, liée notamment à un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (sans impact sur le bénéfice net par action). Hors cet impact, la baisse du RNPG aurait été plus limitée (-3,4% par rapport à l'année 2019).

Crédit Agricole Assurances affiche, par ailleurs sa solidité et sa résilience avec un ratio prudentiel Solvabilité 2 à un niveau toujours élevé, à 227% au 31 décembre 2020.

Gestion d'actifs

Le PNB sous-jacent atteint 712 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, en hausse de +1,4% par rapport au quatrième trimestre 2019. Les revenus nets de gestion sont en hausse de +2,0% par rapport au quatrième trimestre 2019, et sont tirés par des commissions nettes de gestion en progression de +0,9% et les commissions de surperformance, en forte hausse de +9,8%. Les charges sous-jacentes hors FRU restent maîtrisées (+3,0%), à 379 millions d'euros. Cette hausse s'explique par l'effet périmètres Sabadell, ainsi que la création d'Amundi Bank of China WM. Hors ces différents effets, les charges seraient en baisse de -0,9%. Le RBE sous-jacent est stable (-0,3%) à 334 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU demeure de bon niveau à 53,2%, en légère détérioration depuis un an (+0,8 point de pourcentage). La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +49,9% par rapport au quatrième trimestre 2020 et atteint 20 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente reste stable (-0,9%), à 84 millions d'euros ce trimestre. Au final, le RNPG sous-jacent demeure solide et augmente de +2,2% par rapport au quatrième trimestre 2019, à 180 millions d'euros.

Sur l'année 2020, le PNB sous-jacent diminue de -4,3% par rapport à l'année 2019, à 2 522 millions d'euros. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -2,5%, à 1 367 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent diminue de -6,4%, à 1 152 millions d'euros, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU se maintient à un bon niveau (54,2%) en légère dégradation de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'année 2019. Le résultat sous-jacent des sociétés mises en équivalence est en forte hausse (+43,5%), à 66 millions d'euros. Au final, le RNPG sous-jacent diminue de -5,9% par rapport à l'année 2019 pour atteindre 600 millions d'euros.

Gestion de fortune

Le PNB sous-jacent est en augmentation de +4,6% par rapport au quatrième trimestre 2019 pour atteindre 219 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, grâce notamment à une bonne tenue des commissions de surperformance. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en diminution (-4,2%) et atteignent 177 millions d'euros liée notamment au plan d'économies. Ainsi, le RBE sous-jacent réalise une forte progression sur un an de +69,2%, à 42 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore significativement de -7,4 points de pourcentage pour s'établir à 80,7% au quatrième trimestre 2020. Le coût du risque s'établit à 21 millions d'euros et la charge d'impôts est en baisse de -48,4% à 4 millions d'euros. Au final, le RNPG sous-jacent est en baisse de -27,9%, atteignant 15 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Il convient de noter ce trimestre, la comptabilisation de 23 millions d'euros en éléments spécifiques ayant un impact sur le RNPG. Ces pertes sont liées à un projet de cession en cours des entités de Miami et du Brésil.

Le PNB sous-jacent atteint 820 millions d'euros sur l'année 2020, stable (-0,6%) par rapport à l'année 2019. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent sensiblement (-5,7%) et atteignent 698 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent augmente fortement (+48,5%, à 119 millions d'euros) et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore (-4,7 points de pourcentage) pour atteindre 85,2%. Le RNPG sous-jacent progresse de +8,4% et atteint 72 millions d'euros sur l'année 2020.

Banque de proximité

Les **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. ont continué de soutenir l'économie, et l'activité est restée robuste au quatrième trimestre. L'impact du deuxième confinement a en effet été limité avec une reprise de la production de crédits qui se confirme : 7,8 milliards d'euros pour LCL au quatrième trimestre 2020 (+13% depuis le troisième trimestre 2020), dont 1,9 milliard d'euros sur le marché des entreprises (+59% depuis le troisième trimestre 2020) et 3,9 milliards d'euros sur l'habitat (stable par rapport au troisième trimestre 2020) ; 2,3 milliards d'euros pour CA Italia avec une production record en crédit habitat à 1,0 milliard d'euros (respectivement +2,7% et +42,9% par rapport au troisième trimestre 2020). Les encours de crédits se maintiennent à un niveau élevé à 143,4 milliards d'euros pour LCL (+10,5% sur un an) et à 45,5 milliards d'euros en Italie (+5,0% sur un an) malgré une cession de créances douteuse à hauteur de 450 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Au 31 décembre 2020, les encours de PGE s'élèvent à 8 milliards d'euros pour LCL et 2,4 milliards d'euros pour CA Italia. Au final, hors PGE, les encours de crédits progressent également sur un an pour LCL (+4,4%) portés par les professionnels (+11,8%) et l'habitat (+4,5%), et restent stables au sein de CA Italia (+0,5%³⁰). En France, les renégociations de crédits habitat de LCL poursuivent leur baisse ce trimestre et atteignent 0,2 milliard d'euros d'encours, contre 0,3 milliard d'euros au troisième trimestre 2020 et 1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2019 et restent très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance des crédits est de +4,7%²⁷ fin décembre 2020 par rapport à fin décembre 2019, notamment portées par l'Ukraine (+18,4%²⁷), l'Egypte (+10,0%³¹) et la Pologne (+2,5%²⁷), alors qu'ils sont stables au Maroc (-0,7%²⁷). Par ailleurs, la collecte bilanciale est en hausse sur un an au sein de LCL (+11,5%) en lien avec la progression de l'épargne de précaution des ménages et les dépôts d'une partie des PGE octroyés qui favorisent la liquidité des entreprises. Dans ce contexte, les DAV particuliers progressent (+15,5% déc./déc.) ainsi que les DAV professionnels-entreprises (+51,9% déc./déc.). Au sein de CA Italia la collecte bilan est également en hausse sur un an (+8,9%) principalement sur les DAV des particuliers et entreprises (+11,1%). L'épargne hors bilan est en légère baisse au sein de LCL (-1,1%) notamment sur l'assurance-vie (-1,6%) en lien avec les effets de marché liés à la crise sanitaire qui demeurent négatifs sur un an. En revanche, au sein de CA Italia, la collecte hors bilan est en nette hausse sur un an (+8,8%) portée par la collecte assurance vie (+13,8%). Enfin, les encours de collecte augmentent sur un an de +12,2% pour l'ensemble des Banque de Proximité à l'International hors Italie, tirés par l'Ukraine (+50,1%³²) et la Pologne (+12,5%²⁸), le Maroc (+5,1%²⁸) et l'Egypte (+4,1%²⁸) connaissant des croissances moindres. Enfin, le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez LCL à 25,5% (+0,5 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2019) et chez CA Italia 17,1% (+1,7 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2019).

Banque de proximité en France

Le PNB sous-jacent est en hausse de +4,5% par rapport au quatrième trimestre 2019, et atteint 902 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Cette hausse est tirée par la marge nette d'intérêts (+16,2%), soutenue par de conditions de refinancement favorables. Les commissions sont en baisse (-4,4%), avec une activité monétaire qui subit les effets de la crise sanitaire. Les charges sous-jacentes hors FRU demeurent maîtrisées à 599 millions d'euros au quatrième trimestre 2020 (+0,2%), ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 2,9 point de pourcentage sur un an, à 66,4%. Cela permet d'atteindre un résultat brut d'exploitation sous-jacent de 304 millions d'euros, en forte amélioration (+14,2%) par rapport au quatrième trimestre 2019. Le coût du risque est toujours en hausse (+39,1% par rapport au quatrième trimestre 2019) et atteint -89 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Cette hausse est liée au provisionnement prudent des encours sains, qui passe d'une part par un provisionnement prudent sur les secteurs sensibles (dont hôtellerie, tourisme, restaurants) et d'autre part par la mise à jour des scénarios économiques. Le taux de créances douteuses s'établit à 1,5% (-0,1 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020) et le taux de

³⁰ Hors cession de créances douteuses

³¹ Hors effet de change

³² Hors effet de change

couverture à 86,2% (+1,6 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020). Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent est en progression de +0,6% par rapport au quatrième trimestre 2019, atteignant 140 millions d'euros au quatrième trimestre 2020.

Les revenus sont en hausse sur l'année 2020 de +1,4% par rapport à l'année 2019, à 3 537 millions d'euros. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -2,7% grâce notamment à une amélioration continue des dépenses externes, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -2,7 point de pourcentage, à 64,4%. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en forte hausse (+9,1% à 1 218 millions d'euros). Le coût du risque est en hausse sur l'année 2020 (+79,9% à 390 millions d'euros), mais cette hausse est liée majoritairement (+191 millions d'euros) au provisionnement des encours sains. La contribution du métier au résultat net part du groupe est en baisse de -7,1% à 548 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 9,7% pour l'année 2020, contre 10,8% en 2019.

Banque de proximité à l'international

Le revenu du pôle Banque de proximité à l'international diminue de -2,8% et s'établit à 692 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes sont stables (-0,1%), pour atteindre 453 millions d'euros. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue de -7,7% à 239 millions d'euros. Le coût du risque augmente de +67,5% ce trimestre pour s'établir à -131 millions d'euros. Au final le résultat net part du groupe du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 70 millions d'euros, en baisse de -33,3% par rapport au quatrième trimestre 2019.

Sur l'année 2020, le PNB sous-jacent diminue de -4,9% pour s'établir à 2 659 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en baisse de -1,3% pour atteindre 1 708 millions d'euros, entraînant une détérioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 2,3 points de pourcentage à 64,3%. Le FRU est en hausse de 14,2% à -25 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève ainsi à 925 millions d'euros en baisse de -11,2%. Hors FRU, la baisse du résultat brut d'exploitation sous-jacent est ramenée à -10,7%. Le provisionnement augmente de 70,2% pour s'établir à 569 millions d'euros sur l'année 2020. Il en résulte un résultat net part du groupe sous-jacent de 225 millions d'euros sur l'année 2020 (en baisse de -40,6%).

Italie

Le produit net bancaire de Crédit Agricole Italia est en légère hausse au quatrième trimestre 2020 par rapport à 2019 à 490 millions d'euros (+0,9% par rapport au quatrième trimestre 2019). La marge nette d'intérêt est en baisse malgré le soutien apporté par les conditions de refinancement, et les commissions sont revenues au niveau du quatrième trimestre 2019 grâce à l'assurance-crédit et aux OPCVM. Les charges sous-jacentes sont en légère hausse sur un an (+1,1%) suite aux investissements opérés dans les nouveaux modèles de distribution qui ne sont pas compensés par les économies de charges courantes. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste par conséquent stable à 65,5% (+0,1 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre de l'année 2019). Le coût du risque est en croissance de +81,9%, atteignant -113 millions d'euros à un niveau bien maîtrisé sous l'effet à la fois de dotations complémentaires sur une cession de 450 millions d'encours douteux et d'un renforcement des provisions pour risques avérés (46% de la hausse liés aux encours sains). Le coût du risque sur encours pour l'année s'établit ainsi à 93 points de base. Le taux de créances douteuses et litigieuses est en amélioration ce trimestre à 6,5% (-0,8 points de pourcentage dec/sept) grâce à la cession de créance, et le taux de couverture s'établit à 60,8% sur les créances en portefeuille. Hors cession de créances, le taux de couverture s'améliore de 120 points de base.

Sur l'année 2020, le produit net bancaire baisse de -3,0% pour s'établir à 1 827 millions d'euros. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de seulement -0,9%, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 64,0%, en hausse de 1,4 points de pourcentage déc/déc. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en baisse de -7,2% à 632 millions d'euros (-6,5% hors FRU). Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -33,3% à 144 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit quant à lui à 5,7% pour l'année 2020, contre 9,3% en 2019.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 579 millions d'euros sur l'année 2020, soit une baisse de -11% par rapport à l'année 2019, du fait de la hausse du coût du risque.

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Le produit net bancaire sous-jacent diminue au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019 (-11,0%), en raison notamment de la marge nette d'intérêt toujours impactée par la chute des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc, et de commissions affectées par le ralentissement de l'activité commerciale. Le produit net bancaire est en revanche en reprise par rapport au troisième trimestre 2020 de +3,8%. Les charges sous-jacentes sont également en baisse de -2,8%. La baisse des charges étant moins importante que celle des revenus, le coefficient d'exploitation sous-jacent de la BPI hors Italie se dégrade ce trimestre pour s'établir à 65,4%, en hausse de 5,5 points. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue ainsi de -23,1%. Le coût du risque augmente (+12,9%) pour s'établir à -18 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Le taux de couverture s'établit à 109% en hausse de 5 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2020. Au final le résultat net part du groupe sous-jacent s'établit à 37 millions d'euros, soit une baisse de -27,8%.

Par pays :

- CA Egypte⁽³³⁾ : le produit net bancaire est en baisse de -8% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019, pénalisé par la baisse des taux. Le profil de risque reste toujours bon avec un faible taux de CDL à 3,1%, et un taux de couverture élevé à 166%.
- CA Pologne⁽³³⁾ : le PNB enregistre une baisse ce trimestre (-20%), pénalisé par la baisse des taux directeurs et malgré une conquête soutenue sur le trimestre (+16 000 clients). Les charges sont également en baisse de (-3%) et il en résulte un résultat brut d'exploitation baisse de -56%. Le taux de couverture des créances douteuses augmente à 116%.
- CA Ukraine⁽³³⁾ : le PNB sous-jacent est en légère hausse ce trimestre (+1%) suite à une forte reprise de l'activité commerciale. Les charges en hausse de 17% reflètent les investissements effectués dans le digital et la transformation du réseau. Le taux de CDL s'améliore à 1,4% (-2,7 points de pourcentage par rapport à décembre 2019) et le taux de couverture est très élevé à 351%.
- Crédit du Maroc⁽³³⁾ : le PNB est stable, et les charges sont en fort baisse (-19%). Le provisionnement reste prudent, le taux de couverture atteignant 94% (+3 points de pourcentage par rapport à septembre 2020).

Sur l'année 2020, le PNB baisse de -8,8% pour s'établir à 833 millions d'euros. Les charges d'exploitation baissent de seulement -2,3%, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent qui s'établit à 64,7%, en hausse de 4,3 points de pourcentage déc/déc. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit ainsi à 294 millions d'euros en baisse de -18,7%. Le coût du risque s'élève à 142 millions d'euros en hausse de 69,6%. Au final, la contribution sous-jacente du métier au RINGP à 81 millions d'euros est en baisse de -50,3%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 12,3% pour l'année 2020, contre 19,3% pour 2019.

³³ Hors effet change

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 5% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2020 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 17% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2020 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 8,7 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 3,8 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 91,6 milliards d'euros dont 52,0 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 49,5 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Services Financiers Spécialisés

L'activité des **Services Financiers Spécialisés** rebondit en décembre, après un impact limité du second confinement. La **production commerciale** de CA-CF est en hausse par rapport au troisième trimestre 2020 (+1,8%) et retrouve au quatrième trimestre 2020 le niveau moyen de 2019, atteignant 11,1 milliards d'euros (-3% par rapport au quatrième trimestre 2019) grâce au dynamisme des JV automobiles (+11% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019). En France, la production a bien résisté à l'impact de la deuxième vague de contaminations, elle n'est en repli que de -3% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019. Le taux de marge à la production sur crédit amortissable reste stable, excepté les JV automobiles ce trimestre. Les **encours gérés sont quasiment stables** sur 1 an (-1,3% par rapport à décembre 2019) **conduisant à reporter à 2023 l'objectif d'encours, initialement annoncé pour 2022, les objectifs de coefficient d'exploitation et de RONE étant, eux, atteignables dès 2022**. Néanmoins, le rebond des encours amorcé en septembre 2020 se poursuit (+1,8% à fin décembre 2020 par rapport à septembre après +0,9% entre juin et septembre 2020). Chez CAL&F, la **production en crédit-bail est dynamique** et atteint 1,8 milliard d'euros au quatrième trimestre 2020, supérieure au niveau déjà très bon du quatrième trimestre 2019 (+0,8%) marquant une nette reprise par rapport au troisième trimestre 2020 (+28,7%) tirée par les bonnes performances en France et en Pologne. Les **encours de crédit-bail sont en croissance** sur l'année (+3,2% à fin décembre 2020 par rapport à décembre 2019) tirés par la France. L'activité d'affacturage réalise un très bon quatrième trimestre 2020, avec un **chiffre d'affaires factoré en croissance** de 4,4% par rapport au quatrième trimestre 2019. Toutefois, ce niveau d'activité ne se traduit pas directement dans l'évolution du PNB, les entreprises faisant momentanément moins appel au financement lié à l'affacturage, compte tenu des dispositifs exceptionnels mis en place par le gouvernement pour répondre aux besoins de trésorerie (impact PGE).

Les résultats du quatrième trimestre 2020 des **Services financiers spécialisés** sont résilients, le **résultat brut d'exploitation** enregistre une baisse limitée (-1,8% par rapport au quatrième trimestre 2019), le **coefficient d'exploitation** s'améliore légèrement à 48,8% (soit -0,5 point de pourcentage). L'augmentation du **coût du risque** a par ailleurs été inférieure à 50% sur l'année 2020. Les résultats de l'année 2020 ont été marqués par le passage en IFRS 5 au troisième trimestre 2020 de la filiale néerlandaise CACF Nederland BV, entité en cours de cession. Ceci se matérialise sur le quatrième trimestre 2020 par l'enregistrement en résultat net des activités en cours de cession d'une charge de -66 millions d'euros (classée en élément spécifique du trimestre et retraitée du résultat sous-jacent). Ainsi, au quatrième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle atteint 165 millions d'euros, soit une baisse de -22,3% par rapport au quatrième trimestre 2019, et de -25,4% à périmètre constant par rapport au quatrième trimestre 2019 (i.e. hors CACF NL).

Le pôle contribue à hauteur de 13% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2020.

Le RONE du pôle s'établit à 11,7% sur l'année 2020 contre 16% en 2019. Les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 4,9 milliards d'euros contre 5,2 milliards d'euros en 2019.

Crédit à la consommation

Au quatrième trimestre 2020, le **produit net bancaire sous-jacent** de CA-CF atteint 502 millions d'euros, soit une baisse de -4,0% par rapport au quatrième trimestre 2019, en raison d'un mix produit défavorable et de la pression concurrentielle. Toutefois à périmètre constant, c'est-à-dire hors CACF NL³⁴, le produit net bancaire sous-jacent est en léger repli de -1,9%. Le **résultat brut d'exploitation** demeure stable par rapport au quatrième trimestre 2019 (-0,3% et -5,2% à périmètre constant dû à un effet de base sur les charges au quatrième trimestre 2019) et le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, en amélioration de 1,9 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019, atteint 48,1% ce trimestre (à périmètre constant, il est en recul de 1,8 point de pourcentage dû à un effet de base sur les charges du quatrième trimestre 2019). La **contribution des sociétés mises en équivalence** atteint 140 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit une multiplication de 2,2 par rapport au quatrième trimestre 2019, en raison de la reprise partielle de provision sur l'amende AGCM adressée à FCA Bank correspondant à 89 millions d'euros, qui a été retraitée en élément spécifique. En vision sous-jacente, la contribution des sociétés mises en équivalence est en repli de -22,7% par rapport au quatrième trimestre 2019, impactée notamment par les résultats des autres entités internationales, en particulier chez Wafasalaf, qui ressent un peu plus les effets de la crise sanitaire. Le **coût du risque** a été maîtrisé durant la deuxième vague et est en hausse modérée de seulement 1,3% par rapport au trimestre précédent et en hausse de seulement 11,0% par rapport au quatrième trimestre 2019 (+23% à périmètre constant). Le **coût du risque sur encours** atteint 179 points de base, en baisse de 9 points de base à par rapport aux neuf premiers mois 2020 annualisés. Le **taux de créances douteuses et litigieuses** atteint 6,8%, en baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020. Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 128 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit une baisse de -19,0% par rapport au quatrième trimestre 2019 et de -23,0% à périmètre constant.

Sur l'ensemble de l'année 2020, les résultats de CACF sont également restés résilients. En effet, par rapport à 2019, le **produit net bancaire sous-jacent** de CA-CF est en retrait de -7,1% et de -3,7% à périmètre constant. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, s'améliore très légèrement à 49,3% (contre 49,0% sur l'année 2019). Le **coût du risque** augmente de 41,3% cette année par rapport à 2019. La **contribution sous-jacente des sociétés mises en équivalence** diminue (-13,9%) en raison de la moindre performance des autres entités à l'international, (notamment chez Wafasalaf qui pâtit un peu plus de l'impact de la crise sanitaire), compensé partiellement par la résilience des JV automobiles. Au final, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent de CA-CF diminue de -21,9% sur l'année. Enfin, la **contribution du métier CA-CF au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.** pour l'année 2020 atteint 11%.

Leasing & Affacturage

Au **quatrième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 152 millions d'euros, en léger progrès de +1,5% par rapport au quatrième trimestre 2019, grâce à une bonne reprise de l'activité entamée dès juin 2020 mais encore freinée par une activité d'affacturage pénalisée par la diminution de la quotité financée, conséquence de l'impact des Prêts Garantis par l'Etat aux entreprises. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** retrouve un niveau normal à 51,1% ce trimestre, en amélioration par rapport au troisième trimestre de 2020, mais reste en repli par rapport au quatrième trimestre 2019 (-4,3 points de pourcentage). Le **coût du risque** augmente nettement (x2,1 par rapport au quatrième trimestre 2019, à 25 millions d'euros), en raison de la hausse du provisionnement des encours sains, qui représentent 80% du total de la hausse). Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CAL&F s'établit à 37 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit une baisse de -32,0% par rapport au quatrième trimestre 2019, bien qu'il soit en augmentation de 8,9% par rapport au trimestre précédent.

Sur l'année 2020, le **produit net bancaire** de CAL&F diminue par rapport à 2019 de -6,7%, fortement impacté par la contraction de l'activité d'affacturage directement liée à la crise et au moindre besoin de financement de

³⁴ Hors la contribution de CACF NL dans le résultat du quatrième trimestre 2019.

la part des clients, conduisant à un coefficient d'exploitation hors FRU qui se dégrade de 4,6 points de pourcentage, à 54,6%. Avec un doublement du **coût du risque** par rapport à 2019, le résultat net part du Groupe de CAL&F atteint 101 millions d'euros, en baisse de 40,8% par rapport à l'année 2019.

Grandes Clientèles

L'activité de l'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement** est dynamique au quatrième trimestre 2020, avec des **revenus sous-jacents** stables (-0,5% à 1 157 millions d'euros) par rapport à un quatrième trimestre 2019 très élevé. La **banque de marché et d'investissement** (-5,0% à 545 millions d'euro) poursuit la normalisation de ses revenus initiée au troisième trimestre (activités FICC : -7,4%, y compris CVA), sous l'effet d'un ralentissement des activités de couverture provoqué par un retour massif de la liquidité et la baisse de la volatilité. Les **originations obligataires** enregistrent une stabilité, en maintenant un bon niveau d'activité (même niveau au quatrième trimestre 2020 qu'au quatrième trimestre 2019). Dans un marché en normalisation, CACIB confirme ainsi ses **positions de premier plan** (#1 en All French Corporate bonds³⁵, #1 en All Financial Bonds³⁶, #2 mondial sur les *Global Green and Sustainability bonds*³⁷). La **VaR réglementaire** au 31/12/2020 **reste à un niveau bas**, en lien avec le modèle de **gestion prudente des risques** (9,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 22,2 millions d'euros au 31 mars 2020, VaR réglementaire moyenne : 10,9 millions d'euros au quatrième trimestre, contre 18,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2020). La **banque de financement** présente des revenus sous-jacents en hausse (+3,9% et +8,6% hors effet de change) au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019, à 612 millions d'euros. Ils sont portés d'une part par la bonne activité de la banque commerciale (+6.1% à 331 millions d'euros) notamment en financements d'acquisitions, et d'autre part par les financements structurés (+1.5% à 281 millions d'euros) sur les secteurs télécoms et énergie/infrastructure. En particulier, CACIB maintient de bonnes positions en **crédits syndiqués** : CACIB est ainsi **leader en France** et **n° 3 sur le marché EMEA**. Le taux de tirage sur les lignes de crédit « *revolving credit facilities* » (RCF) retrouve quasiment son niveau d'avant crise. En effet, il atteint 20% au quatrième trimestre 2020, se rapprochant ainsi des 18% pré-crise, après un point haut à 32% fin avril.

Enfin, les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre. Les encours conservés atteignent 4,2 trillions d'euros à fin décembre 2020, en croissance de +8% sur un an, soit au-dessus du niveau en valeur fixé comme objectif dans le Plan Moyen terme 2022. Les **encours administrés** progressent également de +6% à 2 175 milliards d'euros. Ces progressions s'expliquent principalement par la **conquête de nouveaux clients**, et par la **croissance des actifs sur les clients existants**.

Au **quatrième trimestre 2020**, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 303 millions d'euros, en baisse de -18,6% par rapport au troisième trimestre 2019. Le résultat brut d'exploitation est stable (-0,4% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019) grâce à une activité solide sur l'ensemble des métiers, et malgré un marché en normalisation pour la banque de marchés et d'investissement. Le pôle est toujours impacté par une hausse, bien qu'en ralentissement, du provisionnement (le coût du risque a été multiplié par deux à 111 millions d'euros), en particulier dans la banque de financement (multiplié par 2,1 à 121 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2020).

Sur l'année 2020, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 1 325 millions d'euros, en retrait de -16,1% par rapport à la même période 2019.

Le pôle contribue à hauteur de 29% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2020 et de 30% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2020, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 11,7 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 123,6 milliards d'euros.

³⁵ Sources : Dealogic

³⁶ Sources : Refinitiv N11

³⁷ Sources : Bloomberg

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10,7% pour 2020, contre 12,7% pour 2019.

Banque de financement et d'investissement

Au **quatrième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement sous-jacent est stable -0,5% à 1 157 millions d'euros, la normalisation initiée au troisième trimestre sur l'activité de la banque de marché se poursuivant (-5% au quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019 qui était à un étiage élevé), sous l'effet d'un ralentissement des activités de couverture provoqué par le retour massif de la liquidité et la baisse de la volatilité, et en dépit du maintien d'une bonne activité sur le marché primaire obligataire ; la banque de financement enregistre quant à elle un produit net bancaire en hausse (3,9% entre les deux trimestres) avec une bonne activité de la banque commerciale, portée par le secteur financement d'acquisition, et une bonne dynamique commerciale sur les financements structurés, notamment sur les métiers télécoms et énergie/infrastructure. Les charges d'exploitation sous-jacentes demeurent bien maîtrisées, enregistrant une hausse limitée de +0,3% au quatrième trimestre 2020, permettant d'afficher un coefficient d'exploitation sous-jacent de 59,3%, en légère augmentation de +0,4 points de pourcentage en comparaison au quatrième trimestre 2019. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en légère baisse ce trimestre, à -1,5% par rapport au quatrième trimestre 2019. Le coût du risque enregistre une hausse notable par rapport au quatrième trimestre 2019. Il est multiplié par 2,0 pour atteindre 108 millions d'euros, notamment du fait d'une hausse du provisionnement des encours sains, en particulier sur les secteurs aéronautique, maritime et hôtellerie, secteurs fragilisés par la crise sanitaire. Comparé au troisième trimestre 2020, le coût du risque enregistre une baisse de -51%. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 303 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2020, en recul de -18,6% par rapport au quatrième trimestre 2019.

Sur l'année 2020, le produit net bancaire enregistre une hausse marquée de +8,8% par rapport à l'année 2019. Les charges d'exploitation hors contribution au FRU enregistrent une hausse très limitée (+2,1%), permettant de dégager un effet ciseaux de +6,7 points de pourcentage et d'afficher un coefficient d'exploitation hors FRU de 51,5%, en amélioration de 3,4 points entre 2019 et 2020, et à un niveau inférieur à la cible du Plan Moyen Terme 2022 (inférieur à 55%). Le résultat brut d'exploitation est en forte hausse, de +14,7%, entre 2019 et 2020. Le coût du risque est cependant multiplié par 5,3 sur l'année, 86% de la hausse en banque de financement liée aux encours sains. Au final, la contribution au résultat net part du Groupe atteint 1 195 millions d'euros, en baisse de -16,8% par rapport à l'année 2019.

Les emplois pondérés à fin décembre 2020 sont en baisse de -1,1Mds€ par rapport à fin septembre 2020. Cette diminution s'explique d'une part par la baisse de -5,4Mds€ sur l'activité des métiers, intégrant la poursuite de la normalisation de la VAR (baisse du risque de marché et CVA -2,3Mds€), ainsi que par l'impact favorable du change de -1,6Mds€. Ces deux éléments baissiers sont en partie compensés par des hausses relatives à la dégradation des notations pour +2,1Mds€ et aux effets modèles liés à TRIM pour +4,5Mds€.

Services financiers aux institutionnels

Au quatrième trimestre 2020, le produit net bancaire sous-jacent augmente de +8,1% à 281 millions d'euros. Outre l'effet périmètre lié à la consolidation du résultat de Santander Securities Services (S3) depuis le premier trimestre 2020 (les encours ont été consolidés au quatrième trimestre 2019), il bénéficie d'un bon niveau d'activité. Les encours conservés s'élèvent à 4,2 trillions d'euros au 31 décembre 2020, soit supérieurs à l'objectif (4 trillions) du Plan Moyen Terme 2022. Ils sont en hausse de +8% sur un an à fin décembre 2020 grâce à l'entrée de nouveaux clients (notamment Groupama et Candriam) et par la croissance des actifs sur les clients existants. Les charges d'exploitation sous-jacentes augmentent de 7,9% à 218 millions d'euros. Hors l'effet périmètre lié à la consolidation de S3, elles augmentent de 2,0%, essentiellement sous l'effet de développements IT et investissements, dont certains liés à l'arrivée de nouveaux grands clients. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent progresse de +9,1% à 63 millions d'euros et le coefficient d'exploitation est de 77,6% au quatrième trimestre 2020. Le résultat net sous-jacent atteint 53 millions d'euros, en progression de +46,1%.

Après partage avec les minoritaires de Santander pour 17 millions d'euros, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sous-jacent enregistre une baisse de -1.1% sur un an, pour s'établir à 36 millions d'euros.

Le produit net bancaire sous-jacent augmente sur l'année 2020, de +20,5% par rapport à l'année 2019 tandis que les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +20,2%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente ainsi de +17,1% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 75,7%, soit une légère amélioration de -0.2 point de pourcentage par rapport à la même période 2019. Le **résultat net** sous-jacent progresse ainsi de +34,5%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** est en baisse de -9,1% à 130 millions d'euros en raison de l'apparition des intérêts minoritaires au profit de Santander.

Activités Hors métiers

La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » des autres éléments. La composante « structurelle » se décompose en trois types d'activités :

- les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution négative atteint -195 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, en baisse par rapport au quatrième trimestre 2019 (-52 millions d'euros) sous l'effet d'un effet impôts défavorable, compensé en partie par une diminution des coûts de refinancement et par les gains temporaires liés au TLTRO III ;
- les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier : leur contribution à +6 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, est en recul par rapport au quatrième trimestre 2019 (-19 millions d'euros), du fait d'une baisse des commissions chez CACIF et des impacts de valorisations négatives dans les entités de capital investissement ;
- les fonctions support du Groupe : le quatrième trimestre 2020 enregistre une hausse des charges s'expliquant par le rattrapage des projets en fin d'année, leurs contributions s'établissent à -26 millions d'euros, en baisse de -19 millions d'euros.

Les « autres éléments » enregistrent ce trimestre une contribution négative de -36 millions d'euros, contre une contribution de +5 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, cet écart défavorable est lié à la saisonnalité de l'inflation et à l'impact de des éliminations intragroupes souscrits par Predica et Amundi.

Sur l'année 2020, la contribution négative du pôle AHM s'élève à -733 millions d'euros, en amélioration de +80 millions d'euros par rapport à l'année 2019. La composante structurelle s'améliore sensiblement sur la période (+113 millions d'euros), en particulier sur les activités et les fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale (+187 millions d'euros). Les autres éléments du pôle enregistrent contribution de +31 millions d'euros sur l'année, en baisse de -33 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, les emplois pondérés sont de 26,2 milliards d'euros.

* *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 31 décembre 2020, le ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé est en légère hausse de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020, pour atteindre 17,2%. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,3 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, contre 8,1 points de pourcentage au 30 septembre 2020. Le ratio non-phasé, c'est-à-dire hors impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « Quick fix », atteint 16,9%. La hausse s'explique principalement par l'effet du résultat publié (+27 points de base) et par la variation des emplois pondérés (+17 points de base) qui ont diminué sur le pôle Grandes clientèles (-4,3 milliards d'euros hors effet change). Les emplois pondérés augmentent par ailleurs en Banque de proximité (+0,7 milliard d'euros hors effet change dont +1,4 milliard d'euros pour les Caisses régionales, +0,3 milliard d'euros pour LCL et -1,2 milliard d'euros pour CA Italia). La distribution des dividendes et des coupons AT1 impacte le CET1 du Groupe Crédit Agricole à la baisse à hauteur de -8 points de base, correspondant à la somme des impacts liés aux paiements d'un dividende au titre de l'exercice 2020 de 0,80€ par action³⁸ (-18 points de base), aux provisions constituées sur la base de la politique habituelle de distribution (+12 points de base), et aux coupons AT1 (-1 point de base). Le poste « Méthodologies & effet réglementaires » contribue à la baisse du CET1 (-7 points de base), l'impact de la revue des modèles internes (TRIM : -16 points de base) étant partiellement compensé par l'effet favorable du nouveau traitement des logiciels (+9 points de base). Enfin, le poste « M&A, OCI et autres » impacte le CET1 négativement de -2 points de base. Le ratio de levier phasé ressort à 6,1%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020 (progression à 5,6% vs septembre 2020 avant neutralisation des expositions BCE). Le ratio Tier 1 phasé ressort à 18,3%, le ratio global phasé est à 21,1% et le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé à 5,3% au T4-20 avant neutralisation des expositions BCE.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

³⁸ Avec option de paiement du dividende en action, assorti d'un engagement formel de SAS Rue La Boétie à souscrire au paiement en actions, et sous l'hypothèse que les FPCE salariés sollicitent également le paiement du dividende en actions

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 31 décembre 2020, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 25,5% des RWA et 8,5% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible³⁹**. Le ratio TLAC progresse de 60 pb par rapport au 30 septembre 2020, de pair avec la première émission d'obligations sociales, réalisée en format senior non préféré, de 1 Md€ réalisée en décembre 2020, la progression des fonds propres sur le trimestre, et la faible hausse des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 40 pb, tenant compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale (il aurait atteint 7,7% avant neutralisation de ces expositions). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,01% au 31 décembre 2020) et de 6% de l'exposition en levier, alors même qu'il est possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% des RWA en dette senior préférée éligible.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission sur le marché en 2020 de 6 à 8 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 31 décembre 2020, 8,4 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 23,9 milliards d'euros.

MREL

Le ratio MREL (Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimums à respecter sont des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu'à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2).

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF⁴⁰) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

³⁹ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

⁴⁰ TLOF – Total Liabilities Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

Au 31 décembre 2020, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL⁴¹ estimé à environ 11% du TLOF et 8,5% hors dette senior préférée éligible**. Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **33%** à fin décembre 2020. **Il s'établit à 25,5% hors dettes senior éligibles**. L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux. Depuis le 12 mars 2020 et compte tenu des impacts de la crise du Covid-19, la Banque centrale Européenne a anticipé l'entrée en application de l'article 104a de CRD5 et autorise les établissements sous sa supervision à utiliser des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 pour remplir leur exigence additionnelle de capital au titre du Pilier 2 (*Pillar 2 requirement*, P2R). Au total, le P2R peut désormais être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1. Ainsi, l'exigence CET1 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole a baissé de 66bp depuis le 1^{er} trimestre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **764 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 43 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole SA, au 31 décembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **525 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 18 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A.

A fin décembre 2020, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 13,1% en phasé** (c'est-à-dire comprenant l'impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « quick-fix »), **en hausse de +0,5 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020, supérieur à l'exigence réglementaire de 5,2 points de pourcentage. Le ratio non phasé est de 12,9%**. Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié, générant un impact positif de +30 points de base, de la distribution des dividendes et des coupons AT1 : +5 points de base correspondant à la somme des impacts liés aux paiements d'un dividende au titre de l'exercice 2020 de 0,80€ par action⁴² (-27 points de base), aux provisions constituées sur la base de la politique habituelle de distribution (+34 points de base), et aux coupons AT1 (-2 points de base). La contribution des métiers a par ailleurs contribué à la hausse du CET1 à hauteur de +33 points de base tandis que les impacts méthodologiques et réglementaires impactent le CET1 de -6 points de base, l'effet de la revue des modèles internes (TRIM : -20 points de base) étant partiellement compensé par l'effet favorable du nouveau traitement des logiciels (+14 points de base). Enfin, le ratio intègre un impact négatif de -7 points de base sur le poste « M&A, OCI et autres » lié notamment au M&A, à l'augmentation de capital réservée aux salariés (+5 points de base), aux réserves latentes sur portefeuilles titres et à l'effet change. Au final, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 5,2 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 7,9%, contre 4,7 points de pourcentage au 30 septembre 2020. Le ratio de levier phasé s'établit à 4,9% à fin décembre 2020, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2020 (en hausse à 4,2% vs septembre 2020 avant neutralisation des expositions BCE). Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé est à 4,0% avant

⁴¹ Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

⁴² Avec option de paiement du dividende en action, assorti d'un engagement formel de SAS Rue La Boétie à souscrire au paiement en actions, et sous l'hypothèse que les FPCE salariés sollicitent également le paiement du dividende en actions

neutralisation des expositions BCE, le ratio Tier 1 phasé ressort à 14,9% et le ratio global phasé est à 19,2% ce trimestre.

Les emplois pondérés s'élèvent à 336 milliards d'euros à fin décembre 2020 et sont stables par rapport à fin septembre 2020 (-0,5%). La contribution des métiers est négative pour -7,6 milliard d'euros, (dont -1,9 milliard d'euros d'effet change) sous l'effet notamment d'une baisse de la contribution des métiers sur le pôle Grandes clientèles (-4,5 milliards d'euros hors effet change). Les emplois pondérés en Banque de proximité sont en baisse (-1,2 milliard d'euros hors effet change dont -1,3 Md€ chez CA Italia en lien avec les cessions de créances douteuses). La hausse de la valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la hausse pour +0,5 milliard d'euros. Le poste « Méthodologies, effet réglementaires, M&A » impacte les emplois pondérés à hauteur de +5,6 milliards d'euros sous l'effet notamment de la revue des modèles internes (TRIM : +5,2 Mds€).

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 71 milliards d'euros à fin décembre 2020. De même, 96 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 169 milliards d'euros à fin décembre 2020, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (65 milliards d'euros à fin décembre 2020) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions seniors dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operation) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 2 et T-LTRO 3 ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle respective à quatre ans et à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 500 milliards d'euros au 31 décembre 2020, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 265 milliards d'euros**, en hausse de 16 milliards d'euros par rapport à septembre 2020, et en hausse de 139 milliards d'euros par rapport à décembre 2019.

Dans la continuité des actions déjà menées sur les trimestres précédents, dans le contexte de crise Covid-19, le Groupe a de nouveau pris part en décembre 2020 aux opérations de refinancement moyen-long terme T-LTRO 3 de la Banque centrale Européenne pour 10,8 milliards d'euros, contribuant à rehausser son niveau de ressources stables. L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 133⁴³ milliards d'euros au 31 décembre 2020. Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages et que la sur-bonification sur la période juin 2020 à juin 2021 est étalée sur un an, étant donné que le Groupe remplit déjà les critères d'évolution d'encours de crédits entrant dans le calcul du droit à tirage.

Par ailleurs, le Groupe a de nouveau bénéficié sur le trimestre d'une hausse, toutefois plus modeste, de la collecte. Sur le trimestre, la collecte a progressé de 10 milliards d'euros tandis que les crédits sont en hausse de 7 milliards d'euros contribuant également à l'augmentation des ressources stables.

L'excédent de 265 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3 afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 100 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir. Le ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 123,5%, en hausse par rapport au trimestre précédent de 1,3pp.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 31 décembre 2020 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 321 milliards d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de 8 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020.

Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 199 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 79 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 24 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 19 milliards d'euros.

La hausse des dettes senior collatéralisées s'explique par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO 3 de la Banque centrale Européenne.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 438 milliards d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de 34 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020 et en hausse de 140 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2019. Elles couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme (hors remplacements en Banques Centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 186 milliards d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de 8 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2020 et en hausse de 80 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2019. Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin d'accroître les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs éligibles en banques centrales après décote s'élèvent à 102 milliards d'euros, en hausse de 18 milliards par rapport à fin septembre 2020 et de 32 milliards par rapport à fin décembre 2019.

A fin décembre 2020, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement

⁴³ Hors Bankoia et FCA Bank

à 314,3 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 283,1 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 211,0 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 191,0 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 149,0% et 148,2% à fin décembre 2020. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1er janvier 2018. Les ratios LCR fin de période au 31 décembre 2020 s'élèvent respectivement à 178,5% pour le Groupe Crédit Agricole et 169,4% pour Crédit Agricole S.A.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

En 2020, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 31,0 milliards d'euros^{44,45} de dette à moyen long terme, dont 41% émis par Crédit Agricole S.A. On peut noter que :

- Crédit Agricole Next Bank (Suisse) a réalisé son émission inaugurale en septembre en format covered bond à 9 ans pour 200 millions de CHF ;
- Crédit Agricole Assurances (CAA) a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en juillet afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe.

Par ailleurs, 4,4 milliards d'euro ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes en 2020.

En 2020, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 105% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 12 milliards d'euros pour l'année. La banque a levé l'équivalent de 12,6 milliards d'euros^{44,45}, dont 6,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,2 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 4,0 milliards d'euros de dette senior collatéralisée et 0,2 milliard d'euros de dette senior préférée. Le financement est diversifié en formats et en devises (EUR, USD, AUD, JPY, CNY, CHF) :

- A noter en décembre 2020, l'émission inaugurale en format senior non préférée d'un social bond à 7 ans pour 1 milliard d'euros

Pour rappel, Crédit Agricole S.A. a annoncé lors des résultats du deuxième trimestre 2020 que l'objectif d'émissions senior non préférées ou Tier 2 en 2020 avait été révisé à 6 à 8 milliards d'euros, en hausse par rapport à l'objectif initial de 5 à 6 milliards d'euros.

Crédit Agricole S.A. a également racheté, via une offre publique lancée fin mai 2020, 3,4 milliards d'euros de titres senior préférés libellés en EUR, USD et GBP, afin d'optimiser sa structure de bilan et la gestion de sa dette, et fournir de la liquidité aux porteurs de ces souches.

De plus, Crédit Agricole S.A. a réalisé en octobre 2020 une émission AT1 PNC7,5 ans pour 750 millions d'euros au taux initial de 4% pour permettre au Groupe Crédit Agricole de conserver une grande flexibilité au niveau de la gestion de son capital Tier 1.

Le programme 2021 s'élève à 9 milliards d'euros, dont 7 milliards d'euros de dette éligible TLAC (dette senior non préférée ou Tier 2). A fin janvier 2021, 29% du programme de financement a été réalisé.

⁴⁴ Montant brut avant rachat et amortissement

⁴⁵ Hors émission AT1 EUR

Environnement économique

Bilan de l'année 2020

L'année 2020, initialement marquée par un ralentissement ordonné de l'économie mondiale, des marchés financiers rendus optimistes par la réduction des incertitudes (dont un accord commercial sino-américain) et des politiques monétaires durablement accommodantes, aura évidemment été marquée du sceau de l'épidémie de Covid-19. La Covid-19 constitue un choc inédit par sa nature car bouleversant en premier lieu l'économie réelle : mondial, exogène, il affecte l'offre comme la demande, en contraignant des pans entiers d'activité à la mise en sommeil, tout en imposant une contraction de la consommation et, en corollaire, l'accumulation involontaire d'une épargne abondante. Le choc se distingue également par son ampleur, bien supérieure à celle de la crise de 2008-2009. Le FMI livrait ainsi, dès avril, une prévision de contraction du PIB mondial de 3% en 2020 (à rapprocher d'un repli de 0,1% en 2009). En juin, le FMI déclarait anticiper une récession de 4,9% en 2020 suivie d'une reprise de 5,4% en 2021. En octobre, les prévisions de récession puis de reprise mondiales étaient toutes deux légèrement révisées (-4,4% puis 5,2%) pour être finalement revues favorablement en janvier 2021 (-3,5% et 5,5%).

Afin d'amortir la récession anticipée et d'éviter que la crise sanitaire et économique ne se double d'une crise financière, on a ainsi assisté à la mise en œuvre rapide et généralisée de politiques de soutien monétaires et budgétaires inédites par leur taille et leur capacité à s'affranchir des contraintes. En matière monétaire, les banques centrales ont eu recours à des combinaisons diverses d'outils variés, tout en poursuivant des objectifs similaires : assouplissement des conditions de financement, transmission efficace de la politique monétaire, meilleur fonctionnement possible des marchés financiers et du crédit et, dans le cas de la BCE, apaisement des tensions sur les *spreads* obligataires des souverains les plus fragiles de la zone euro. Grâce à des plans de soutien massifs (chômage partiel, aides aux populations les plus fragiles, baisse temporaire des cotisations sociales, reports de charges fiscales et sociales, garanties publiques sur les prêts aux entreprises, prises de participations de l'État), les politiques budgétaires se sont employées à amortir le choc en limitant les destructions d'emplois et de capacités de production afin d'assurer que le redémarrage s'opère le mieux possible, une fois la pandémie passée. Si les politiques monétaires et budgétaires ont permis d'éviter une crise financière et atténué l'effet récessif de la pandémie, ce dernier est néanmoins considérable mais d'ampleur variée selon les pays en fonction, notamment, de leurs caractéristiques structurelles (structure du PIB, de l'emploi, poids des différents secteurs), de leur robustesse pré-crise, de leurs stratégies sanitaires et de leurs marges de manœuvre.

Aux États-Unis, dès la mi-mars, la banque centrale américaine a pris un ensemble de mesures d'assouplissement radicales⁴⁶ dont certaines ont ensuite été élargies et complétées afin d'assurer un approvisionnement en liquidités des banques et des marchés (achats d'actifs sans limitation, élargissement de l'univers des titres achetables). Cette position accommodante a également été renforcée par l'adoption d'un ciblage de l'inflation moyenne qui permet, explicitement, un dépassement de l'objectif d'inflation après des périodes au cours desquelles l'inflation aurait été constamment inférieure à 2%. À l'issue de sa réunion de décembre, la Réserve fédérale a clairement indiqué qu'elle maintiendrait une position accommodante et ses taux directeurs à zéro pendant une période prolongée comme en témoigne le « dot plot », dans lequel la projection médiane des membres du FOMC indique des taux inchangés jusqu'en 2023 au moins. Tout en restant à l'aise avec le dispositif actuel, la Fed s'est dite prête à agir davantage (plus d'achats d'obligations et/ou une extension de maturité) si nécessaire.

La réponse budgétaire américaine a également été rapide (mars) et massive, sous la forme d'un plan de soutien dit « CARES Act » (*Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security*) totalisant près de 2 200 milliards de dollars (soit 10% du PIB) visant à fournir une aide financière ou un allègement de charges aux ménages et aux entreprises mais aussi aux hôpitaux et aux États. Les mesures phares comprenaient le versement direct d'une allocation aux ménages à revenu faible ou intermédiaire, un plan d'aide au système d'assurance chômage (autorisant une extension des indemnités chômage qui normalement relèvent de la compétence des États), un

⁴⁶ Baisse de taux de 100 points de base (fourchette des Fed funds à [0 ; 0,25%]) du taux de la facilité de prêt marginal (discount window de 1,5% à 0,25%), baisse du taux de réserves obligatoires, programme d'achats d'actifs (500 milliards de dollars USD de Treasuries et 200 milliards de dollars de mortgage-backed securities, MBS, titres adossés à des créances hypothécaires), liquidité sur des segments spécifiques (Commercial Paper Funding Facility, Money Market Mutual Fund Liquidity Facility), forward guidance (pas de hausse de taux tant que la crise sanitaire n'est pas surmontée et que l'économie n'évolue pas conformément à ses objectifs d'inflation et d'emploi).

soutien financier aux PME (350 milliards de dollars), des prêts aux grandes entreprises, aux États et aux collectivités locales (500 milliards de dollars), un déblocage de crédits en faveur des hôpitaux (150 milliards de dollars). Un plan budgétaire supplémentaire (484 milliards de dollars soit un peu plus de 2% du PIB), visant à renforcer le CARES Act de mars et à « rallonger » le programme de prêts aux PME, a été adopté en avril.

En 2020⁴⁷, le déficit budgétaire américain s'est ainsi creusé de près de 10 points à 14,9% du PIB, alors que la dette croissait de 20 points de pourcentage pour atteindre 100% du PIB. L'activité a néanmoins fait le « yo-yo » durant toute l'année. Après un repli de 1,3% au premier trimestre (en variation trimestrielle non annualisée), le recul du PIB au deuxième trimestre a été violent (-9%) mais suivi d'un rebond plus soutenu qu'anticipé (+7,5% au troisième trimestre). À la faveur de la recrudescence de l'épidémie, l'amélioration du marché du travail s'est interrompue en décembre (après avoir culminé à 14,8% en mai, le taux de chômage atteint 6,7% contre 3,5% avant la crise). Au quatrième trimestre, l'activité n'a progressé que de 1%. **En dépit de soutiens monétaires et budgétaires massifs, la récession s'élève finalement à -3,5% (-2,5% en 2009) ; le PIB est inférieur de 2,5% à son niveau pré-crise (fin 2019) et l'inflation atteint 1,4% fin décembre.**

En zone euro, dès le mois de mars, la BCE a déployé des mesures accommodantes offensives qu'elle a ensuite adaptées pour prévenir tout resserrement indésirable des conditions de financement : augmentation du *Quantitative Easing* (enveloppe supplémentaire de 120 milliards d'euros), lancement d'un nouveau programme d'achats temporaire (*Pandemic Emergency Purchase Programme* ou PEPP de 750 milliards d'euros, initialement jusqu'à la fin 2020, achats non contraints par la limite de 33% de détention maximale par souche ce qui autorise un respect plus facile de la clé de répartition du capital), introduction de *Long Term Refinancing Operations* (LTRO) transitoires jusqu'en juin 2020 (assorties de conditions plus favorables ainsi que de règles moins strictes pour le collatéral), assouplissement des conditions des TLTRO III, nouvelles opérations de refinancement à long terme *Pandemic Emergency Long Term Operations* (PELTRO) et, enfin, allègement des contraintes de solvabilité et de liquidité du secteur bancaire. Fin décembre, face à l'impact plus prononcé de la deuxième vague de pandémie sur le scénario à court terme et aux incertitudes élevées sur la croissance (dont elle a revu la prévision 2021 à la baisse de 5% à 3,9%), la BCE a envoyé un signal très clair de présence substantielle et, surtout, durable ; elle a renouvelé son incitation à prêter à destination des banques et son engagement à limiter les tensions sur les primes de risque des souverains vulnérables : recalibrage de la troisième série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III, allongement jusqu'en juin 2022 de la période pendant laquelle des conditions très favorables en termes de taux d'intérêt⁴⁸ et d'assouplissement du collatéral adoptées s'appliquent), trois opérations supplémentaires prévues en 2021 (juin, septembre, décembre), augmentation du montant total que les contreparties seront autorisées à emprunter lors des TLTRO III, quatre opérations supplémentaires de refinancement (PELTRO, de mars à décembre 2021 d'une durée d'un an), enveloppe additionnelle de 500 milliards d'euros consacrée au PEPP (total de 1 850 Mds d'euros), extension de l'horizon des achats nets jusqu'à fin mars 2022, réinvestissements des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance prolongés au moins jusqu'à la fin de 2023.

La politique budgétaire de la zone euro a également rapidement pris une tournure expansionniste avec des mesures nationales (soutien au système de santé, aux entreprises et à l'emploi, garanties publiques sur les nouveaux prêts aux entreprises). En allégeant les entraves aux politiques nationales par la suspension des règles budgétaires, la Commission européenne a permis aux pays de répondre immédiatement à la crise. Face à des marges de manœuvre nationales si diverses que se posait le risque d'une fragmentation préjudiciable au marché et à la monnaie unique, la mise en commun des ressources s'est imposée. Les fonds existants ont d'abord été mobilisés⁴⁹. **À mesure que l'ampleur de la crise se dessinait, de nouvelles ressources communes financées par l'endettement ont vu le jour :** fonds SURE (fonds de réassurance contre le chômage, 100 milliards d'euros), garanties d'investissement par la BEI (200 milliards d'euros) puis **proposition de la Commission européenne en faveur d'un fonds de soutien à la reprise et à la reconstruction, opérant une redistribution en faveur des pays les plus touchés par la crise et les plus pauvres : le Recovery Fund** (soit 750 milliards d'euros levés par émission obligataire garantie par le budget de l'UE).

En 2020, l'impulsion à l'économie fournie par la politique budgétaire atteindrait un peu moins de 4 points de PIB en moyenne dans la zone euro. Couplée à la détérioration cyclique du solde budgétaire (4 points de PIB), le

⁴⁷ Année fiscale 2020 se terminant en septembre.

⁴⁸ 50 points de base (pb) en-dessous du taux de refinancement pour tous les encours et 50 pb en-dessous du taux de dépôt pour tout encours net égal au niveau des encours octroyés entre octobre 2020 et décembre 2021. La condition préalable pour bénéficier de cette forte incitation à prêter est donc claire : il ne faut pas diminuer le soutien existant.

⁴⁹ Réorientation des fonds de cohésion non utilisés du budget de l'UE à hauteur de 37 milliards d'euros, garanties aux PME fournies par la Banque européenne d'investissement (BEI), utilisation des fonds encore disponibles du Mécanisme européen de stabilité (MES) à hauteur de 240 milliards d'euros (soit 2% PIB de la zone).

déficit public se creuserait de près de 9,3% en moyenne dans la zone euro et conduirait à une forte hausse des dettes publiques (presque 18 points en moyenne pour atteindre un peu plus de 104% du PIB). En dépit des dispositifs monétaires et budgétaires, l'économie a néanmoins évolué au gré de la pandémie et des mesures de restriction à la mobilité qu'elle imposait. Après un repli déjà substantiel au premier trimestre (-3,7% en variation trimestrielle), le PIB a chuté de 11,7% au deuxième trimestre avant d'enregistrer un rebond spectaculaire et plus robuste qu'anticipé (+12,5%). Au dernier trimestre, le repli a été moins sévère qu'anticipé (-0,7%). **Alors que l'inflation s'est repliée (-0,3%, glissement annuel en décembre ; 0,3% en moyenne), la récession a ainsi atteint 6,8% en 2020 (à rapprocher de -4,5% en 2009), laissant le PIB inférieur de 5,1% à son niveau de fin 2019 et faisant apparaître d'importantes divergences entre grands pays de la zone euro.** A titre d'illustration, en Allemagne, après une croissance quasiment nulle au quatrième trimestre, le PIB a enregistré une contraction moyenne de 5,3% sur 2020, ce qui reste « limité » notamment au regard de la crise financière de 2009 (recul de 5,7%).

En France, après un net rebond, le confinement du mois de novembre a entraîné une contraction du PIB (-1,3% au quatrième trimestre) moins forte qu'anticipé. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB recule de -8,3%, un choc bien supérieur à celui de la crise de 2009 (-2,9%), mais finalement inférieur à ce qui avait été anticipé dans le scénario de décembre ou par le consensus des économistes qui prévoyait une contraction d'environ 9%. D'une durée et d'une intensité moindre, le deuxième confinement a été moins négatif pour l'économie que celui du printemps. L'activité au T4 est ainsi 5% inférieure à celle du T4 2019, dernier trimestre d'activité « normale », alors que le T2 2020 était inférieur de 18,8%. Au T4, la contraction de l'activité est majoritairement due au recul de la consommation, entraîné par les fermetures administratives et les mesures de couvre-feu. L'investissement continue quant à lui son redressement grâce à la poursuite de l'activité dans des secteurs comme la construction ou la production de biens d'équipements.

En enregistrant une croissance même modérée (autour de 2,3%), la Chine aura finalement été la seule économie du G20 à ne pas avoir subi de récession en 2020. Après un premier trimestre historiquement bas, l'activité chinoise a été relancée grâce à une politique axée sur l'offre (soutien aux entreprises *via* des commandes publiques et des lignes de crédit). Une reprise à deux vitesses s'est ainsi enclenchée avec, d'une part, une trajectoire en V pour la production industrielle, les exportations et l'investissement public et, d'autre part, un rebond plus graduel de la consommation, de l'investissement privés et des importations. En dépit de la reprise, près d'un an après la crise sanitaire, certains stigmates sont encore visibles : les ventes au détail, tout comme certaines activités de service (nécessitant une présence physique) n'ont pas rattrapé leur niveau de 2019 et les créations d'emplois sont encore insuffisantes pour compenser les destructions intervenues début 2020 et absorber les nouveaux entrants.

En 2020, l'activisme monétaire a permis d'éviter que la crise économique ne se double d'une crise financière : un succès manifeste au regard, d'une part, du choc qu'a subi l'économie réelle et, d'autre part, des menaces qui planaient en début d'année, tout particulièrement au sein de la zone euro. Dans le sillage d'une vague puissante d'aversion au risque, en mars, le taux d'intérêt à dix ans allemand se repliait en effet au point de plonger à -0,86%, un creux vite suivi d'un violent écartement des primes de risque acquittées par les autres pays. Les primes de risque offertes par la France, l'Espagne et l'Italie culminaient à, respectivement, 66 points de base (pb), 147 pb et 280 pb mi-mars. Complété par le Fonds de relance européen, le dispositif monétaire déployé par la BCE a permis, à défaut de faire remonter significativement les taux allemands, d'éviter une fragmentation de la zone euro et d'encourager l'appréciation de l'euro contre dollar (9% sur l'année). Fin décembre, si le Bund se situait à -0,57%, les *spreads* français, italiens et espagnols n'atteignaient plus que, respectivement, 23 pb, 62 pb et 111 pb. Quant aux taux américains (*US Treasuries* 10 ans), partis de 1,90% en début d'année, il se sont repliés jusqu'à 0,50% en mars pour ensuite évoluer à l'intérieur d'une bande relativement étroite (0,60%-0,90%). Lors de sa réunion des 15-16 décembre, la Fed a choisi le *statu quo* mais confirmé que restaient possibles, si nécessaire, une augmentation de ses achats d'obligations et un allongement de leur maturité. Les taux se sont donc légèrement tendus avant de rapidement s'assagir. Inscrits sur une tendance doucement haussière depuis l'été, ils ont ainsi terminé l'année à 0,91%. Enfin, l'abondance de liquidité et l'engagement de maintien de conditions monétaires accommodantes fournis par les banques centrales ont soutenu les marchés plus risqués. Ainsi, à titre d'illustration, alors que les actions américaines et européennes affichaient mi-mars des reculs respectifs allant jusqu'à 30% et 37% par rapport à leur niveau de début janvier, elles ont clos l'année sur une hausse honorable (de 14%) et un repli limité (de 6,5%).

Perspectives 2021

Le panorama économique reste entaché d'incertitudes fortes, liées à la sortie difficile de la crise sanitaire (virulence persistante de la pandémie, mutations du virus sous une forme plus contagieuse, reprise des contaminations, développement de l'immunité grâce à la vaccination encore très incertain). Le profil et la vigueur de la croissance seront donc encore marqués par le sceau de la pandémie et de l'arbitrage délicat entre croissance et sécurité sanitaire. Après un premier semestre encore anémié, la reprise serait très modeste et très disparate en dépit des perfusions monétaire et budgétaire. Les grandes économies seront en effet encore aidées par des soutiens budgétaires massifs, des politiques monétaires particulièrement accommodantes, et des conditions financières favorables. Si certains totems peuvent encore tomber (comme l'hypothèse de taux négatifs au Royaume-Uni qui ne peut être exclue), il semble que l'exercice d'assouplissement ait atteint un terme (entendu au sens d'outils nouveaux) et qu'il faille plutôt compter sur des améliorations/extensions des dispositifs existants. La politique budgétaire constituera un outil décisif de soutien à court terme puis de relance une fois la situation « normalisée ». Le cas du Japon, où l'innovation monétaire semble aboutie, l'indique : la politique budgétaire joue un rôle plus direct dans la réduction de l'écart de production et la Banque du Japon l'accompagne en agissant comme un « stabilisateur intégré » des taux longs *via* le contrôle de la courbe des taux.

Aux **États-Unis**, alors que la résurgence du virus fait planer un risque de forte décélération au premier semestre, l'élection de Joe Biden à la présidence et le contrôle par le Parti démocrate des deux chambres du Congrès devraient conduire à des mesures de relance supplémentaires en complément de l'accord de 900 milliards de dollars négocié fin 2020. Joe Biden a, en effet, proposé un nouveau plan de relance de 1 900 milliards de dollars ; en raison des contraintes politiques, un plan d'une telle envergure a néanmoins peu de chances d'être voté (un stimulus de l'ordre de 1 000 milliards de dollars est plus probable). En janvier, la Réserve fédérale, attentiste, a prolongé son *statu quo*⁵⁰ tout en notant que l'économie ralentissait, que son scénario de renforcement de la reprise au second semestre était conditionné par les progrès sur le plan de la vaccination et que les rumeurs de « *tapering* » étaient prématurées. Ainsi, alors que le soutien budgétaire pourrait apporter 1 point de pourcentage à la croissance américaine, celle-ci n'accélérerait qu'au cours du second semestre, à la faveur d'une distribution plus large du vaccin et de la levée des restrictions, pour atteindre près de 4% (en moyenne annuelle).

En **zone euro**, l'incertitude sur la maîtrise de la pandémie et l'absence de visibilité sur la situation économique continueront de peser sur les décisions de dépenses, tant de consommation (risque d'épargne de précaution) que d'investissement, tout au long de 2021. Le risque d'un retrait massif et précoce des mesures de soutien budgétaire semble écarté pour 2021 : la matérialisation du risque (dont des défaillances d'entreprises, et une hausse du taux de chômage) devrait donc intervenir plus tardivement, au début de la phase de normalisation de l'activité. Notre scénario retient une croissance proche de 3,8% (avec un biais désormais baissier) en 2021. Selon les caractéristiques structurelles (dont composition sectorielle de l'offre et de l'emploi, poids des services, capacité d'exportation et adéquation des produits exportés, etc.) et les stratégies nationales (arbitrage santé/économie, abondance et efficacité des mesures de soutien), tant l'ampleur du choc que la vitesse et la puissance de la récupération seront extrêmement diverses. Notre scénario retient des taux de croissance moyens proches de 2,5% en Allemagne, 5,9 % en France et 4% en Italie. Fin 2021, le PIB de la zone euro serait encore inférieur de 2,4% à son niveau pré-crise (i.e. fin 2019). Alors que cet écart serait limité à 2% en Allemagne, il resterait proche de 7,4% en Espagne pour se situer autour de 2,2% et 3,9%, respectivement, en France et en Italie.

Les annonces faites par la BCE en décembre ont éloigné toute perspective de normalisation de la politique monétaire. La BCE rassure contre toute remontée précoce des taux alors qu'un effort budgétaire additionnel est déployé et garantit sa présence sur le marché souverain jusqu'en 2023. Elle œuvre à maintenir l'offre de crédit fournie au cours des derniers mois, en assurant des conditions favorables aux banques. À moyen terme, les questions essentielles sont donc moins celles de la soutenabilité des dettes publiques que celles de gouvernance et de la capacité à mobiliser les fonds publics pour organiser la réponse à la crise.

Le **Royaume-Uni** est sorti du marché unique et de l'union douanière le 1^{er} janvier 2021, moyennant un accord de libre-échange de dernière minute. Celui-ci évite les droits de douane et les quotas (sous réserve du respect des règles de concurrence équitable et des règles d'origine) mais implique des barrières non tarifaires significatives. Le commerce sans frictions de biens et de services a donc pris fin, tout comme la libre circulation

⁵⁰ Fourchette cible des taux des Fed funds à 0-0,25% ; achats nets de titres à 120 milliards de dollars par mois, soit 2/3 de Treasuries et 1/3 de MBS ; guidage des anticipations sur les taux directeurs consistant à tolérer un dépassement « modéré » de la cible d'inflation pour « un certain moment » ; guidage des anticipations sur les achats d'actifs qui indique qu'ils se poursuivront au moins au rythme actuel, jusqu'à ce qu'un « progrès substantiel » soit réalisé en direction des objectifs d'emploi et d'inflation.

des personnes. Aux perturbations associées à la mise en œuvre de la nouvelle relation post-*Brexit* s'ajouteront les conséquences de la pandémie : succédant à une contraction majeure puisqu'estimée à -11,1% en 2020, la croissance approcherait 4,5% en 2021, laissant, fin 2021, le PIB inférieur de 3,8% à son niveau pré-crise 2019.

Dans les **pays émergents**, après une contraction un peu inférieure à 3% en 2020, une reprise proche de 5,5% se profile. Ce chiffre masque une grande diversité : une illusion d'optique qui dissimule à la fois les effets immédiats de la crise, dérivés notamment de contraintes monétaires et budgétaires plus sévères et diverses que dans l'univers développé, et ses conséquences durables sous la forme du creusement du fossé structurel entre les émergents asiatiques et les autres. L'Asie (notamment l'Asie du Nord) a moins souffert et s'apprête à mieux rebondir, Chine en tête. Lors du cinquième plénum, les autorités chinoises ont rendu publics les premiers objectifs liés au 14^e plan quinquennal. Ce dernier vise un « développement sain et durable » promouvant une « croissance de qualité » sans cible formalisée de croissance économique, afin peut-être de laisser plus de flexibilité dans l'élaboration des politiques économiques. La Chine devrait rebondir fortement en 2021 (+8%) avant de retrouver sa trajectoire prévue en 2022 (+5,1%). Il semble cependant illusoire de compter sur le dynamisme chinois pour tonifier l'Asie et promouvoir le redressement du reste du monde à l'aune de l'expérience de 2009. À la faveur de l'épuisement de la majeure partie du rattrapage, la croissance chinoise a ralenti : la Chine n'a plus les moyens de tracter le reste du monde. De plus, elle n'en a plus envie : sa nouvelle stratégie dite de « circulation duale », visant à limiter sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, l'atteste.

Reprise lente et incertaine, probablement chaotique, incertitudes multiples et assouplissements monétaires : un tel environnement est propice au maintien de taux d'intérêt extrêmement faibles. Il faudra attendre qu'enfin se matérialisent les nouvelles favorables tant en termes sanitaires qu'économiques pour que se dessine une amorce de redressement, limitée par l'absence d'inflation et les excès de capacité. Par ailleurs, c'est notamment à l'aune de l'évolution passée des taux d'intérêt que peuvent être jugés les progrès accomplis par la zone euro : une solidarité manifeste qui se traduit par une fragmentation évitée, un resserrement des primes de risque acquittées par les pays dits « périphériques », une bonne tenue de l'euro. Notre scénario retient donc des taux souverains à dix ans américains et allemands proches fin 2021 de, respectivement, 1,50% et -0,40%, couplés à des *spreads* au-dessus du Bund de 20 points de base (pb), 50 pb et 100 pb pour la France, l'Espagne et l'Italie où l'on suppose que vont s'apaiser les tensions politiques.

En ligne avec un scénario de reprise même lente, timide et peu synchrone, le dollar pourrait se déprécier très légèrement au profit de l'euro et de devises plus pro-cycliques ou portées par l'appétit pour le risque. La dépréciation du dollar serait toutefois limitée par la résurgence des tensions sino-américaines pesant, en particulier, sur les devises asiatiques : la crise n'a que temporairement éclipsé les dissensions entre les États-Unis et la Chine. Si le calendrier est incertain (installation de la nouvelle administration américaine, gestion de ses problèmes domestiques, reconstruction de ses alliances internationales), et si la présidence de Joe Biden augure d'un changement de ton, les racines du conflit demeurent. La montée du protectionnisme et du risque politique étaient propices à l'essoufflement de l'hyper-globalisation : la crise devrait être favorable à une régionalisation accrue des pôles de croissance, comme l'atteste la signature du *Regional Comprehensive Economic Partnership* unissant la Chine, les pays membres de l'ASEAN et de grands alliés américains (Australie, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande).

Facteurs de risque Crédit Agricole SA

Les principaux risques auxquels Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole sont exposés sont présentés respectivement aux pages 123 à 134 et 135 à 147 de l'Amendement A03 au Document d'enregistrement universel 2019.

Dans l'Amendement A04 au Document d'enregistrement universel 2019 traitant des facteurs de risque auxquels Crédit Agricole S.A est exposé, le facteur de risque A 4. a) « La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Crédit Agricole S.A » est présenté p.125

- a) La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Crédit Agricole S.A

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu, et devrait continuer à avoir, des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant entraîné un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent leur volatilité accrue, la chute des indices boursiers et du cours des matières premières et l'accroissement des *spreads* de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable, dans la durée, de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ces dernières sur l'économie. A ce titre, en décembre 2020 le Ministère de l'Économie et des Finances de France a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB pour 2021 à +5,0% versus +7,4% annoncé précédemment.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des métiers et la situation financière de Crédit Agricole S.A. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (affectant son Ratio de Liquidité à Court terme (LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients *corporate* sur les lignes de crédit (jusqu'à 32% fin avril 2020), (2) une baisse des revenus notamment (a) imputable à un ralentissement de la production dans des activités telles que le crédit immobilier et le crédit à la consommation, (b) une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, et (c) une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (3) une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation des perspectives macro-économiques, de l'octroi de de moratoires et plus généralement de la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles de certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles de Crédit Agricole S.A. et (5) des actifs pondérés par les risques (risk weighted assets ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital de Crédit Agricole S.A. (et notamment son ratio de solvabilité).

La crise sanitaire et son effet sur l'économie en France, en Europe et à l'international ont fortement impacté les niveaux d'activités des différents métiers du Groupe. Durant l'année 2020, plusieurs confinements ont été décrétés dans plusieurs pays dans le monde, et notamment en France et en Italie, les deux principaux marchés domestiques du Groupe Crédit Agricole, emportant les conséquences suivantes : (1) Les activités liées aux banques de proximité ont été fortement impactées par le confinement imposé. Ainsi, la production des crédits habitat en banque de proximité en France (LCL et Caisses régionales) en 2020 atteint 96% de la production 2019, la production de CA Italia atteint pour sa part 102% de la production 2019. De même, la production des crédits à la consommation chez CA-CF de 2020 atteint 86% de la production 2019, la production en crédit-bail de CAL&F atteint 98% de la production 2019; (2) Les activités d'assurance ont aussi été impactées par le confinement. L'aversion au risque des épargnants dans le contexte de volatilité des marchés financiers, la collecte nette totale était de +1,0 milliard d'euros versus +9,5 milliards d'euros en 2019 et les affaires nouvelles en assurances dommages en 2020 atteignent 91% de la production 2019; (3) Les clients ont tiré fortement sur les lignes de crédit avec des taux de tirage montant jusqu'à 32% durant le deuxième trimestre 2020, toutefois ces tirages ont ralenti à partir de la fin du mois de juin 2020.

Le coût du risque a été affecté par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises (entreprises fragiles, fraudes révélées par la crise) et des consommateurs, la dégradation des notations des contreparties dont les encours passent des « stage 1 » à « stage 2 », la sensibilité de certains secteurs, notamment (i) liés aux restrictions à la circulation ou aux rassemblement des personnes, pour ce qui concerne l'aéronautique, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, les croisières, ou (ii) dont le niveau de demande demeure en-dessous de la normale pour ce qui concerne les secteurs de l'automobile et la construction navale, ou enfin (iii) qui demeurent fragiles en raison du poids de la récession mondiale sur la demande pour ce qui concerne les secteurs de la distribution de biens non alimentaires, du pétrole et du gaz (Oil & Gas). En outre, le secteur de l'immobilier commercial est un secteur à surveiller, la crise sanitaire ayant accéléré les menaces préexistantes dans certains segments, tels que les centres commerciaux mis à mal par les achats en ligne et le segment des bureaux confronté à des changements structurels si les tendances de télétravail se confirment. Au 31 décembre 2020, les expositions de Crédit Agricole SA aux secteurs considérés comme « sensibles » sont les suivantes : (a) l'aéronautique avec 16,1 milliards d'euros en EAD (Exposure at Default⁵¹) dont 6,4% en défaut, (b) le tourisme, l'hôtellerie, la restauration avec 7,6 milliards d'euros en EAD dont 3,7% en défaut, (c) la distribution de biens non alimentaires avec 13,0 milliards d'euros en EAD dont 3,7% en défaut, (d) l'automobile avec 22,5 milliards d'euros en EAD dont 0,8% en défaut, (e) le « Shipping » avec 13,0 milliards d'euros en EAD dont 4,6% en défaut, et (f) le pétrole et le gaz (Oil & Gas) avec 22,7 milliards d'euros en EAD dont 2,3% en défaut. Ces secteurs ont fait l'objet d'un provisionnement additionnel pour tenir compte de leur sensibilité accrue. Au quatrième trimestre 2020, les scénarios économiques, revus à la baisse par rapport au troisième trimestre 2020, ont en outre généré une charge additionnelle de coût du risque Stage 1 et Stage 2 en raison notamment des prévisions de croissance du PIB dégradées pour 2021.

Ainsi, sur l'année 2020, les résultats sous-jacent s'établissent à 3 849 millions d'euros en baisse de -16,0% comparé à 2019, essentiellement expliqué par la hausse de coût du risque, +1 350 millions d'euros comparé à 2019 et s'établissant ainsi à 2 606 millions d'euros fin 2020.

La crise sanitaire a eu des effets plus marquants lors des périodes de confinement observées en France et en Italie lors du deuxième et quatrième trimestre. En effet, au deuxième trimestre : (1) la production des crédits habitat était en recul au deuxième trimestre 2020 chez LCL (-9,8% par rapport au deuxième trimestre 2019), elle était quasi stable pour CA Italia (-0,8%). De même, la production des crédits à la consommation chez CA-CF a enregistré une baisse de -40% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019. CAL&F a également enregistré une baisse de la production en crédit-bail de -23,9%; (2) Les activités d'assurance ont aussi été impactées par le confinement. La collecte nette totale était négative à -0,9 milliard d'euro au deuxième trimestre 2020 et le chiffre d'affaires en assurances-dommages a enregistré une légère baisse de -0,9% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019; (3) Les activités Corporates et Institutionnels sont restées dynamiques au deuxième trimestre 2020, mais les clients ont tiré fortement sur les lignes de crédit.

Au quatrième trimestre 2020, le nouveau confinement décrété en France ainsi que dans divers pays européens, bien qu'ayant des effets moins significatifs sur l'économie a emporté les conséquences suivantes pour Crédit Agricole S.A. sur le quatrième trimestre 2020:

(1) les activités liées aux banques de proximité ont été affectées à travers la production de crédits aux particuliers (notamment le crédit à habitat et le crédit à la consommation). Pour LCL et les Caisses régionales, au quatrième trimestre 2020, la production des crédits à l'habitat est stable, atteignant de 104% de la production des crédits à l'habitat sur la même période en 2019. Mais, pour CACF, la production des crédits à la consommation du quatrième trimestre 2020 représente 97% de la production du quatrième trimestre 2019. CAL&F a enregistré une stabilité de la production en crédit-bail au quatrième trimestre 2020 atteignant 101% de la production du quatrième trimestre 2019.

(2) La collecte pour l'Assurance est restée stable, s'élevant à +1,0 milliard d'euros au quatrième trimestre 2020 contre +1,0 milliards d'euros au quatrième trimestre 2019.

Les incertitudes continuent à peser sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, avec la mise en place de nouvelles mesures restrictives en France ainsi que dans d'autres pays européens (couvre-feux, fermeture des frontières, reconfinement) et l'apparition de variants du virus. Des mesures complémentaires sont donc susceptibles d'être déployées en fonction de l'évolution de la pandémie. Bien que des vaccins aient été annoncés à la fin de l'année 2020, et que plusieurs pays aient commencé un déploiement par étapes, le calendrier de ce déploiement reste en outre très incertain, conduisant ainsi à des incertitudes sur le rythme de sortie de la crise. Enfin, les incertitudes concernant le rythme d'évolution et de sortie des mesures de soutien à l'économie par les Etats (notamment Etats français et italien) et les banques centrales (notamment

⁵¹ Valeur exposée au risque : exposition de Crédit Agricole SA en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

Banque Centrale Européenne) sont importantes.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impacts sur le ratio de CET1 de Crédit Agricole S.A., outre un niveau de résultat conservé plus modeste, une hausse des emplois pondérés liée aux dégradations de notations principalement dans la Banque de Financement et d'Investissement (5,4 milliards d'euros sur l'année 2020). Le ratio CET1 non phasé de Crédit Agricole S.A. s'est ainsi dégradé au 31 mars (11,4% versus 12,1% au 31 décembre 2020) et 30 juin 2020 (11,7%) avant de voir son niveau remonter au 30 septembre 2020 (12,4%) ainsi qu'au 31 décembre 2020 (12,9%). Cette remontée ne préjuge en rien du niveau qu'atteindra le ratio CET1 sur les prochains trimestres d'activité lors des prochains trimestres. En particulier, l'incertitude reste forte sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda du déploiement puis du retrait des mesures publiques, et, plus généralement, sur les conséquences de l'évolution de l'activité économique sur le résultat conservé, les emplois pondérés, et les décisions réglementaires

Facteurs de risque

Groupe Crédit Agricole

Les principaux risques auxquels Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole sont exposés sont présentés respectivement aux pages 123 à 134 et 135 à 147 de l'Amendement A03 au Document d'enregistrement universel 2019.

Dans l'Amendement A04 au Document d'enregistrement universel 2019 traitant des facteurs de risque auxquels le Groupe Crédit Agricole est exposé, le facteur de risque A 4. a) « La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Groupe Crédit Agricole » est présenté page 127 :

- a) La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières du Groupe Crédit Agricole

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu, et devrait continuer à avoir, des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant entraîné un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent leur volatilité accrue, la chute des indices boursiers et du cours des matières premières et l'accroissement des *spreads* de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable, dans la durée, de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ces dernières sur l'économie. A ce titre, en décembre 2020 le Ministère de l'Economie et des Finances de France a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB pour 2021 à +5,0% versus +7,4% annoncé précédemment.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des métiers et la situation financière du Groupe Crédit Agricole. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (affectant son Ratio de Liquidité à Court terme (LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients *corporate* sur les lignes de crédit (jusqu'à 32% fin avril 2020), (2) une baisse des revenus notamment (a) imputable à un ralentissement de la production dans des activités telles que le crédit immobilier et le crédit à la consommation, (b) une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, et (c) une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (3) une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation des perspectives macro-économiques, de l'octroi de moratoires et plus généralement de la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles de certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles du Groupe Crédit Agricole et (5) des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets* ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital du Groupe Crédit Agricole (et notamment son ratio de solvabilité).

La crise sanitaire et son effet sur l'économie en France, en Europe et à l'international ont fortement impacté les niveaux d'activités des différents métiers du Groupe. Durant l'année 2020, plusieurs confinements ont été décrétés dans plusieurs pays dans le monde, et notamment en France et en Italie, les deux principaux marchés domestiques du Groupe Crédit Agricole, emportant les conséquences suivantes : (1) Les activités liées aux banques de proximité ont été fortement impactées par le confinement imposé. Ainsi, la production des crédits habitat en banque de proximité en France (LCL et Caisses régionales) en 2020 atteint 96% de la production 2019, la production de CA Italia atteint pour sa part 102% de la production 2019. De même, la production des crédits à la consommation chez CA-CF de 2020 atteint 86% de la production 2019, la production en crédit-bail de CAL&F atteint 98% de la production 2019; (2) Les activités d'assurance ont aussi été impactées par le confinement.

L'aversion au risque des épargnants dans le contexte de volatilité des marchés financiers, la collecte nette totale était de +1,0 milliard d'euros versus +9,5 milliards d'euros en 2019 et les affaires nouvelles en assurances dommages en 2020 atteignent 91% de la production 2019; (3) Les clients ont tiré fortement sur les lignes de crédit avec des taux de tirage montant jusqu'à 32% durant le deuxième trimestre 2020, toutefois ces tirages ont ralenti à partir de la fin du mois de juin 2020.

Le coût du risque a été affecté par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises (entreprises fragiles, fraudes révélées par la crise) et des consommateurs, la dégradation des notations des contreparties dont les encours passent des « stage 1 » à « stage 2 », la sensibilité de certains secteurs, notamment (i) liés aux restrictions à la circulation ou aux rassemblement des personnes, pour ce qui concerne l'aéronautique, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, les croisières, ou (ii) dont le niveau de demande demeure en-dessous de la normale pour ce qui concerne les secteurs de l'automobile et la construction navale, ou enfin (iii) qui demeurent fragiles en raison du poids de la récession mondiale sur la demande pour ce qui concerne les secteurs de la distribution de biens non alimentaires, du pétrole et du gaz (Oil & Gas). En outre, le secteur de l'immobilier commercial est un secteur à surveiller, la crise sanitaire ayant accéléré les menaces préexistantes dans certains segments, tels que les centres commerciaux mis à mal par les achats en ligne et le segment des bureaux confronté à des changements structurels si les tendances de télétravail se confirment. Au 31 décembre 2020, les expositions du aux secteurs considérés comme « sensibles » sont les suivantes : (a) l'aéronautique avec 16,5 milliards d'euros en EAD (Exposure at Default⁵²) dont 6,3% en défaut, (b) le tourisme, l'hôtellerie, la restauration avec 12,0 milliards d'euros en EAD dont 3,7% en défaut, (c) la distribution de biens non alimentaires avec 19,0 milliards d'euros en EAD dont 4,2% en défaut, (d) l'automobile avec 26,3 milliards d'euros en EAD dont 0,9% en défaut, (e) le « Shipping » avec 13,4 milliards d'euros en EAD dont 5,1% en défaut, et (f) le pétrole et le gaz (Oil & Gas) avec 23,7 milliards d'euros en EAD dont 2,2% en défaut. Ces secteurs ont fait l'objet d'un provisionnement additionnel pour tenir compte de leur sensibilité accrue. Au quatrième trimestre 2020, les scénarios économiques, revus à la baisse par rapport au troisième trimestre 2020, ont en outre généré une charge additionnelle de coût du risque Stage 1 et Stage 2 en raison notamment des prévisions de croissance du PIB dégradées pour 2021.

Ainsi, sur l'année 2020, les résultats sous-jacent s'établissent à 6 129 millions d'euros en baisse de -14,8% comparé à 2019, essentiellement expliqué par la hausse de coût du risque, +1 895 millions d'euros comparé à 2019 et s'établissant ainsi à 3 651 millions d'euros fin 2020.

La crise sanitaire a eu des effets plus marquants lors des périodes de confinement observées en France et en Italie lors du deuxième et quatrième trimestre. En effet, au deuxième trimestre: (1) Les activités liées aux banques de proximité ont été fortement impactées par les deux mois de confinement imposés en France et en Italie. Ainsi, la production des crédits était en recul au deuxième trimestre 2020 dans les Caisses régionales (-14,8% par rapport au deuxième trimestre 2019) ; chez LCL, la production des crédits habitat était également en baisse (-9,8% par rapport au deuxième trimestre 2019), elle était quasi-stable pour CA Italia (-0,8%). De même, la production des crédits à la consommation chez CA-CF a enregistré une baisse de -40% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019. CAL&F a également enregistré une baisse de la production en crédit-bail de -23,9%; (2) Les activités d'assurance ont aussi été impactées par le confinement. La collecte nette totale était négative à -0,9 milliard d'euro au deuxième trimestre 2020 et le chiffre d'affaires en assurances-dommages a enregistré une légère baisse de -0,9% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019; (3) Les activités Corporates et Institutionnels sont restées dynamiques au deuxième trimestre 2020, mais les clients ont tiré fortement sur les lignes de crédit.

Au quatrième trimestre 2020, le nouveau confinement décrété en France ainsi que dans divers pays européens. bien qu'ayant des effets moins significatifs sur l'économie a emporté les conséquences suivantes pour Crédit Agricole S.A. sur le quatrième trimestre 2020:

(1) les activités liées aux banques de proximité ont été affectées à travers la production de crédits aux particuliers (notamment le crédit à habitat et le crédit à la consommation). Pour LCL et les Caisses régionales, au quatrième trimestre 2020, la production des crédits à l'habitat est stable, atteignant de 104% de la production des crédits à l'habitat sur la même période en 2019. Mais, pour CACF, la production des crédits à la consommation du quatrième trimestre 2020 représente 97% de la production du quatrième trimestre 2019. CAL&F a enregistré une stabilité de la production en crédit-bail au quatrième trimestre 2020 atteignant 101% de la production du quatrième trimestre 2019.

(2). La collecte pour l'Assurance est restée stable, s'élevant à +1,0 milliard d'euros au quatrième trimestre 2020 contre +1,0 milliards d'euros au quatrième trimestre 2019.

⁵² Valeur exposée au risque : exposition de Crédit Agricole SA en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

Les incertitudes continuent à peser sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, avec la mise en place de nouvelles mesures restrictives en France ainsi que dans d'autres pays européens (couvre-feux, fermeture des frontières, reconfinement) et l'apparition de variants du virus. Des mesures complémentaires sont donc susceptibles d'être déployées en fonction de l'évolution de la pandémie. Bien que des vaccins aient été annoncés à la fin de l'année 2020, et que plusieurs pays aient commencé un déploiement par étapes, le calendrier de ce déploiement reste en outre très incertain, conduisant ainsi à des incertitudes sur le rythme de sortie de la crise. Enfin, les incertitudes concernant le rythme d'évolution et de sortie des mesures de soutien à l'économie par les Etats (notamment Etats français et italien) et les banques centrales (notamment Banque Centrale Européenne) sont importantes.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impacts sur le ratio de CET1 du Groupe Crédit Agricole, outre un niveau de résultat conservé plus modeste, une hausse des emplois pondérés liée aux dégradations de notations principalement dans la Banque de Financement et d'Investissement (5,4 milliards d'euros sur l'année 2020). Le ratio CET1 non phasé du Groupe Crédit Agricole s'est ainsi dégradé au 31 mars (15,5% versus 15,9% au 31 décembre 2020) et 30 juin 2020 (15,8%) avant de voir son niveau remonter au 30 septembre 2020 (16,7%) ainsi qu'au 31 décembre 2020 (16,9%). Cette remontée ne préjuge en rien du niveau qu'atteindra le ratio CET1 sur les prochains trimestres d'activité lors des prochains trimestres. En particulier, l'incertitude reste forte sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda du déploiement puis du retrait des mesures publiques, et, plus généralement, sur les conséquences de l'évolution de l'activité économique sur le résultat conservé, les emplois pondérés, et les décisions réglementaires

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T4-20 et T4-19, 2020 et 2019

En m€	T4-20		T4-19		2020		2019	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	18	13	(6)	(4)	11	8	(21)	(16)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(30)	(21)	(16)	(12)	10	7	(44)	(32)
Provisions Epargne logement (LCL)	2	1	(12)	(8)	(14)	(9)	(31)	(20)
Provisions Epargne logement (AHM)	(14)	(10)	(32)	(21)	(64)	(44)	(90)	(59)
Provisions Epargne logement (CR)	52	35	(137)	(90)	(81)	(55)	(307)	(201)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(94)	(64)	-	-
Contribution exceptionnelle sur les cotisations des complémentaires santé (GEA)	(22)	(15)	-	-	(22)	(15)	-	-
Total impact en PNB	5	4	(202)	(135)	(439)	(298)	(493)	(329)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(7)	(3)	(15)	(11)	(19)	(9)	(15)	(11)
Contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques italiennes (BPI)	(11)	(7)	-	-	(11)	(7)	-	-
Total impact en Charges	(18)	(11)	(15)	(11)	(96)	(79)	(15)	(11)
Total impact Contribution au FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Activation du Switch2 (CR)	-	-	-	-	(65)	(44)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA)	-	-	-	-	(28)	(19)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (CR)	-	-	-	-	28	19	-	-
Retour à meilleure fortune de l'appel en garantie Switch 2 (GEA)	(38)	(26)	-	-	(38)	(26)	-	-
Retour à meilleure fortune de l'appel en garantie Switch 2 (CR)	38	26	-	-	38	26	-	-
Total impact coût du risque de crédit	0	0	-	-	0	0	-	-

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T4-20 et T4-19, 2020 et 2019

En m€	T4-20		T4-19		2020		2019	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
Dépréciation goodwill LCL (AHM)	-	-	(664)	(664)	-	-	(664)	(664)
Badwill Kas Bank (GC)	-	-	22	22	-	-	22	22
Dépréciation écart d'acquisition CA Italia (AHM)	(965)	(884)	-	-	(965)	(884)	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	(965)	(884)	(642)	(642)	(965)	(884)	(642)	(642)
Litige Emporiki (AHM)	-	-	-	1 038	-	-	-	1 038
Total impact en Impôts	-	-	-	1 038	-	-	-	1 038
Reprise de provision sur l'amende FCA Bank (SFS)	89	89	-	-	89	89	-	-
Total impact mise en équivalence	89	89	-	-	89	89	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	-	-	-	(55)	(55)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(7)	(7)	(46)	(46)	(7)	(7)	(46)	(46)
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	(66)	(66)	-	-	(135)	(135)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Bankoa (BPI)	(1)	(1)	-	-	(42)	(42)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Nacarar (CR)	-	-	-	-	(5)	(5)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	(24)	(24)	-	-	(24)	(24)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(98)	(98)	(46)	(46)	(268)	(268)	(46)	(46)
Impact total des retraitements	(987)	(899)	(912)	200	(1 679)	(1 440)	(1 202)	6
Gestion de l'épargne et Assurances	(83)	(64)	-	-	(227)	(174)	-	-
Banque de proximité-France	91	62	(149)	(98)	(206)	(145)	(338)	(222)
Banque de proximité-International	(20)	(16)	(46)	(46)	(68)	(60)	(46)	(46)
Services financiers spécialisés	24	24	-	-	(45)	(45)	-	-
Grandes Clientèles	(19)	(11)	(22)	(10)	3	6	(65)	(42)
Activités hors métiers	(979)	(894)	(696)	353	(1 136)	(1 021)	(754)	315

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T4-20 et T4-19, 2020 et 2019

En m€	T4-20		T4-19		2020		2019	
	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP
DVA (GC)	18	13	(6)	(4)	11	8	(21)	(15)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(30)	(20)	(16)	(11)	10	7	(44)	(32)
Provisions Epargne logement (LCL)	2	1	(12)	(8)	(14)	(9)	(31)	(20)
Provisions Epargne logement (AHM)	(14)	(10)	(32)	(21)	(64)	(44)	(90)	(59)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Contribution exceptionnelle sur les cotisations des complémentaires santé (GEA)	(22)	(15)	-	-	(22)	(15)	-	-
Total impact en PNB	(47)	(31)	(66)	(44)	(264)	(179)	(186)	(126)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(7)	(3)	(15)	(11)	(19)	(9)	(15)	(11)
Contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques italiennes (BPI)	(11)	(6)	-	-	(11)	(6)	-	-
Total impact en Charges	(18)	(10)	(15)	(11)	(86)	(68)	(15)	(11)
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Ajustement sur l'activation du Switch 2 (GEA)	-	-	-	-	(28)	(19)	-	-
Retour à meilleure fortune de l'appel en garantie Switch 2 (GEA)	(38)	(26)	-	-	(38)	(26)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	(38)	(26)	-	-	-	-	-	-
Reprise de provision sur l'amende FCA Bank (SFS)	89	89	-	-	89	89	-	-
Total impact Mise en équivalence	89	89	-	-	89	89	-	-
Coûts d'acquisition Santander/Kas Bank (GC)	-	-	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T4-20 et T4-19, 2020 et 2019

En m€	T4-20		T4-19		2020		2019	
	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP
Dépréciation écart d'acquisition LCL (AHM)	-	-	(611)	(611)	-	-	(611)	(611)
Badwill Kas Bank (GC)	-	-	22	22	-	-	22	22
Dépréciation écart d'acquisition CA Italia (AHM)	(903)	(778)	-	-	(903)	(778)	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	(903)	(778)	(589)	(589)	(903)	(778)	(589)	(589)
Litige Emporiki (AHM)	-	-	-	1 038	-	-	-	1 038
Total impact en Impôts	-	-	-	1 038	-	-	-	1 038
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(7)	(7)	(46)	(46)	(7)	(7)	(46)	(46)
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	(66)	(66)	-	-	(135)	(135)	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	-	-	-	(55)	(55)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	(24)	(23)	-	-	(24)	(23)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(97)	(96)	(46)	(46)	(221)	(221)	(46)	(46)
Impact total des retraitements	(1 013)	(851)	(722)	343	(1 385)	(1 157)	(843)	262
Gestion de l'épargne et Assurances	(83)	(64)	-	-	(227)	(174)	-	-
<i>Banque de proximité-France</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>(12)</i>	<i>(8)</i>	<i>(16)</i>	<i>(10)</i>	<i>(31)</i>	<i>(20)</i>
<i>Banque de proximité-International</i>	<i>(19)</i>	<i>(14)</i>	<i>(46)</i>	<i>(46)</i>	<i>(27)</i>	<i>(18)</i>	<i>(46)</i>	<i>(46)</i>
<i>Services financiers spécialisés</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(45)</i>	<i>(45)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Grandes Clientèles</i>	<i>(19)</i>	<i>(10)</i>	<i>(22)</i>	<i>(9)</i>	<i>3</i>	<i>6</i>	<i>(65)</i>	<i>(40)</i>
<i>Activités hors métiers</i>	<i>(917)</i>	<i>(788)</i>	<i>(643)</i>	<i>406</i>	<i>(1 074)</i>	<i>(915)</i>	<i>(701)</i>	<i>368</i>

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T4-20 et T4-19

En m€	T4-20 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 425	904	712	1 634	654	1 424	(88)	8 665
Charges d'exploitation hors FRU	(2 311)	(599)	(481)	(735)	(319)	(911)	(230)	(5 585)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 114	305	230	899	335	513	(317)	3 080
Coût du risque	(378)	(89)	(130)	(60)	(154)	(111)	2	(919)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	20	140	2	-	163
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	1	(0)	1	(10)	(0)	(9)	(26)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	(965)	(965)
Résultat avant impôt	731	216	100	861	311	405	(1 290)	1 334
Impôts	(205)	(68)	(16)	(274)	(44)	(55)	28	(634)
Rés. net des activités abandonnées	5	-	(7)	(24)	(66)	-	0	(91)
Résultat net	531	148	77	564	201	350	(1 262)	609
Intérêts minoritaires	0	(0)	(15)	(119)	(12)	(16)	82	(80)
Résultat net part du Groupe	531	148	62	445	189	334	(1 180)	530

En m€	T4-19 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 276	851	1 621	740	672	1 401	(163)	8 399
Charges d'exploitation hors FRU	(2 276)	(598)	(746)	(478)	(331)	(902)	(251)	(5 582)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 000	254	875	262	341	499	(414)	2 818
Coût du risque	(155)	(64)	(5)	(77)	(127)	(55)	(10)	(494)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	2	-	14	-	65	3	-	83
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	1	11	3	(0)	7	(8)	15
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	22	(664)	(642)
Résultat avant impôt	848	191	895	188	278	476	(1 096)	1 780
Impôts	(257)	(53)	(225)	(49)	(40)	(67)	1 277	587
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(46)	-	-	(0)	(46)
Résultat net	590	138	670	93	238	409	181	2 320
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(85)	(25)	(25)	(1)	2	(134)
Résultat net part du Groupe	590	138	585	69	213	408	184	2 186

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles 12M-20 et 12M-19

En m€	2020 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 056	3 521	2 724	5 749	2 526	6 297	(278)	33 596
Charges d'exploitation hors FRU	(8 712)	(2 277)	(1 785)	(2 865)	(1 268)	(3 523)	(836)	(21 266)
FRU	(123)	(42)	(25)	(6)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	4 221	1 203	914	2 879	1 238	2 514	(1 200)	11 768
Coût du risque	(1 042)	(390)	(566)	(55)	(732)	(829)	(36)	(3 651)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	2	-	-	66	344	7	(0)	419
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(13)	2	72	3	(3)	1	(10)	52
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	(965)	(968)
Résultat avant impôt	3 165	814	419	2 893	847	1 693	(2 212)	7 620
Impôts	(1 067)	(252)	(103)	(775)	(69)	(277)	378	(2 165)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(48)	(24)	(135)	-	(55)	(262)
Résultat net	2 098	563	268	2 095	643	1 416	(1 889)	5 193
Intérêts minoritaires	(3)	(0)	(75)	(362)	(84)	(57)	77	(504)
Résultat net part du Groupe	2 096	562	193	1 733	559	1 359	(1 812)	4 689
En m€	2019 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 117	3 457	6 061	2 898	2 716	5 601	(553)	33 297
Charges d'exploitation hors FRU	(8 836)	(2 340)	(2 897)	(1 813)	(1 343)	(3 321)	(837)	(21 386)
FRU	(86)	(32)	(7)	(22)	(18)	(177)	(83)	(426)
Résultat brut d'exploitation	4 196	1 085	3 157	1 063	1 354	2 103	(1 473)	11 485
Coût du risque	(498)	(217)	(19)	(337)	(497)	(159)	(29)	(1 757)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	11	-	46	-	295	4	-	356
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	32	2	0	6	(1)	36
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	22	(664)	(642)
Résultat avant impôt	3 703	870	3 215	728	1 152	1 976	(2 166)	9 478
Impôts	(1 307)	(274)	(879)	(201)	(233)	(407)	1 564	(1 737)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	(46)	-	-	(0)	(38)
Résultat net	2 396	596	2 345	481	919	1 569	(602)	7 704
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(309)	(105)	(104)	(0)	14	(506)
Résultat net part du Groupe	2 396	596	2 035	375	815	1 569	(588)	7 198

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-20 et T4-19

En m€	T4-20 (publié)						Total
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	
Produit net bancaire	1 644	904	692	654	1 426	(68)	5 251
Charges d'exploitation hors FRU	(735)	(599)	(465)	(319)	(911)	(198)	(3 226)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	909	305	228	335	514	(266)	2 025
Coût du risque	(60)	(89)	(131)	(154)	(111)	6	(538)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	20	-	-	140	2	(26)	137
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	1	(0)	(10)	(0)	(0)	(9)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	(903)	(903)
Résultat avant impôt	871	216	96	311	406	(1 189)	712
Impôts	(275)	(68)	(15)	(44)	(55)	21	(436)
Rés. net des activités abandonnées	(24)	-	(7)	(66)	-	0	(96)
Résultat net	572	148	74	201	351	(1 167)	179
Intérêts minoritaires	(123)	(7)	(19)	(12)	(23)	128	(56)
Résultat net part du Groupe	449	141	56	189	328	(1 040)	124

En m€	T4-19 (publié)						Total
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	
Produit net bancaire	1 623	851	713	672	1 401	(141)	5 119
Charges d'exploitation hors FRU	(746)	(598)	(454)	(331)	(902)	(229)	(3 260)
FRU	-	0	(0)	(0)	0	(0)	(0)
Résultat brut d'exploitation	877	254	259	341	499	(370)	1 859
Coût du risque	(5)	(64)	(78)	(127)	(55)	(10)	(340)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	14	-	-	65	3	(5)	76
Gains ou pertes nets sur autres actifs	11	1	3	(0)	7	(8)	14
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	22	(611)	(589)
Résultat avant impôt	896	191	184	278	476	(1 004)	1 021
Impôts	(224)	(53)	(49)	(40)	(67)	1 278	847
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(46)	-	-	(0)	(46)
Résultat net	672	138	90	238	409	274	1 821
Intérêts minoritaires	(90)	(6)	(31)	(25)	(10)	2	(160)
Résultat net part du Groupe	583	132	59	213	399	276	1 661

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 12M-20 et 12M-19

2020 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	5 734	3 521	2 659	2 526	6 297	(238)	20 500
Charges d'exploitation hors FRU	(2 864)	(2 277)	(1 728)	(1 268)	(3 523)	(792)	(12 452)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	2 864	1 203	906	1 238	2 514	(1 116)	7 609
Coût du risque	(55)	(390)	(569)	(732)	(829)	(29)	(2 606)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	66	-	-	344	7	(4)	413
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	2	72	(3)	1	0	75
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	(903)	(903)
Résultat avant impôt	2 878	814	408	847	1 693	(2 052)	4 588
Impôts	(770)	(252)	(101)	(69)	(278)	341	(1 129)
Rés. net des activités abandonnées	(24)	-	(8)	(135)	-	(55)	(221)
Résultat net	2 084	563	299	643	1 415	(1 766)	3 238
Intérêts minoritaires	(379)	(25)	(92)	(84)	(85)	119	(546)
Résultat net part du Groupe	1 706	537	207	559	1 330	(1 647)	2 692
2019 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 078	3 457	2 796	2 716	5 603	(497)	20 153
Charges d'exploitation hors FRU	(2 896)	(2 340)	(1 731)	(1 343)	(3 321)	(789)	(12 421)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(83)	(340)
Résultat brut d'exploitation	3 174	1 086	1 042	1 354	2 105	(1 369)	7 392
Coût du risque	(19)	(217)	(335)	(497)	(160)	(28)	(1 256)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	295	4	6	352
Gains ou pertes nets sur autres actifs	32	2	2	0	6	12	54
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	22	(611)	(589)
Résultat avant impôt	3 233	870	710	1 152	1 978	(1 991)	5 952
Impôts	(881)	(274)	(199)	(233)	(407)	1 539	(456)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	(46)	-	-	(0)	(38)
Résultat net	2 360	596	465	919	1 570	(452)	5 458
Intérêts minoritaires	(326)	(27)	(132)	(104)	(32)	7	(614)
Résultat net part du Groupe	2 034	570	333	815	1 538	(445)	4 844

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

(en m€)	T4-20	T4-19	2020	2019	Δ T4/T4	Δ 2020/2019
Résultat net part du Groupe - publié	124	1 661	2 692	4 844	(92,6%)	(44,4%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(79)	(105)	(373)	(587)	(24,8%)	(36,5%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]	45	1 556	2 319	4 257	(97,1%)	(45,5%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]	2 893,4	2 883,5	2 885,3	2 873,4	+0,3%	+0,4%
Résultat net par action - publié [A]/[B]	0,02 €	0,54 €	0,80 €	1,48 €	(97,1%)	(45,8%)
RNPG sous-jacent	975	1 318	3 849	4 582	(26,0%)	(16,0%)
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]	896	1 213	3 476	3 995	(26,1%)	(13,0%)
Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]	0,31 €	0,42 €	1,20 €	1,39 €	(26,4%)	(13,4%)

(en m€)		31/12/2020	31/12/2019 retraité	31/12/2019
Capitaux propres - part du Groupe		65 217	62 921	62 921
- Emissions AT1		(5 888)	(5 134)	(5 134)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(3 083)	(2 993)	(2 993)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		(914) ⁵³	-	(2 019)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]		55 333	54 793	52 774
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 488)	(18 011)	(18 011)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]		37 844	36 783	34 764
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F]		2 915,6	2 884,3	2 884,3
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]		19,0 € ⁵⁴	19,0 €	18,3 €
+ Dividende à verser (€) [H]		0,31 € ⁵⁵		0,70 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)		19,3 €	19,0 €	19,0 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]		13,0 € ⁵⁴	12,8 €	12,1 €
ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€) [G]+[H]		13,3 €	12,8 €	12,8 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

⁵³ 914 millions d'euros correspond à la distribution en numéraire de la distribution du dividende, sous l'hypothèse d'un taux de souscription du public à l'option nul

⁵⁴ L'ANC par action après déduction du dividende à verser et l'ANT par action après déduction du dividende à verser sont calculés à partir du nombre total d'actions au 31/12/2020

⁵⁵ 0,31€ correspond à la part en numéraire de la distribution du dividende

(en m€)		2020	2019
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	2 319	4 257
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin.***	[I]	37 314 ⁵⁶	33 525
ROTE publié (%)	[H]/[I]	6,2%	12,7%
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires hors dépréciation de l'écart d'acquisition de CA Italia	[J]	3 097	
ROTE publié hors dépréciation de l'écart d'acquisition de CA Italia %	[J]/[I]	8,3%	
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordin. (annualisé)	[K]	3 476	3 995
ROTE sous-jacent (%)	[K]/[I]	9,3%	11,9%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

⁵⁶ Moyenne de l'ANT tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2020 et 31/12/2019 retraité

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du groupe retraités des émissions AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe, c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

ANC Actif net comptable

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes HTCS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le bénéfice net de l'entreprise (net des intérêts sur la dette AT1), rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours est également calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre.

A partir du premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

RNPG attribuable aux actions ordinaires – publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2020 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période des douze mois close au 31 décembre 2020 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en-cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2019 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2019 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 30 septembre 2019, KAS Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Agenda financier

11 février 2021	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2020
7 mai 2021	Publication des résultats du premier trimestre 2021
12 mai 2021	Assemblée générale à Paris
5 août 2021	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2021
10 novembre 2021	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2021

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs actions :		
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs crédit et agences de notation :		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole_sa